

DROIT ADMINISTRATIF

SUPPLÉMENT À LA REVUE
DE FÉVRIER 2019

58^E ANNÉE - ISSN 0419-7461

SOUS LA DIRECTION DE :
Paul LIGNIÈRES, Benoît PLESSIX et
Jacques-Henri STAHL

COMITÉ DE RÉDACTION :
Michel BAZEX, François BRENET,
Gweltaz EVEILLARD, Pascale IDOUX

TABLES ANNUELLES 2018

Table des auteurs (page 1)

**Table des études, chroniques, dossiers
et actes de colloque**..... (page 5)

Index alphabétique général..... (page 6)

Table chronologique de jurisprudence (page 13)

Table alphabétique du nom des parties..... (page 16)

Table des pratiques (page 18)

Table chronologique des textes..... (page 19)

RÉCAPITULATIFS

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
Alertes	n° 1 à 16
Études	n° 1 et 2
Commentaires	n° 1 à 6

FÉVRIER

Repère	n° 2
Alertes	n° 17 à 31
Étude	n° 3
Commentaires	n° 7 à 11

MARS

Repère	n° 3
Alertes	n° 32 à 44
Étude	n° 4
Chronique	n° 1
Commentaires	n° 12 à 17

Prat.	n° 1
-------	------

AVRIL

Repère	n° 4
Alertes	n° 45 à 60
Étude	n° 5
Chronique	n° 2
Commentaires	n° 18 à 23
Prat.	n° 2

MAI

Repère	n° 5
Alertes	n° 61 à 75
Étude	n° 6
Commentaires	n° 24 à 29
Prat.	n° 3

JUIN

Repère	n° 6
Alertes	n° 76 à 87
Étude	n° 7
Commentaires	n° 30 à 34

JUILLET

Repère	n° 7
Alertes	n° 88 à 102
Études	n° 8 et 9
Commentaires	n° 35 à 39

AOÛT/SEPTEMBRE

Repère	n° 8
Alertes	n° 103 à 112
Actualités	n° 1 à 9
Commentaires	n° 40 à 44

OCTOBRE

Repère	n° 9
Alertes	n° 113 à 125
Étude	n° 10
Commentaires	n° 45 à 52

NOVEMBRE

Repère	n° 10
Alertes	n° 126 à 136
Études	n° 11 et 12
Commentaires	n° 53 à 57

DÉCEMBRE

Repère	n° 11
Alertes	n° 137 à 153
Dossiers	n° 1 à 3
Commentaires	n° 58 à 62
Prat.	n° 4

Par rubrique

REPÈRE

Janvier	n° 1
Février	n° 2
Mars	n° 3
Avril	n° 4
Mai	n° 5
Juin	n° 6
Juillet	n° 7
Août/Septembre	n° 8
Octobre	n° 9
Novembre	n° 10
Décembre	n° 11

ALERTE

Janvier	n° 1 à 16
Février	n° 17 à 31
Mars	n° 32 à 44
Avril	n° 45 à 60
Mai	n° 61 à 75
Juin	n° 76 à 87
Juillet	n° 88 à 102

Août/Septembre	n° 103 à 112
Octobre	n° 113 à 125
Novembre	n° 126 à 136
Décembre	n° 137 à 153

ÉTUDE

Janvier	n° 1 et 2
Février	n° 3
Mars	n° 4
Avril	n° 5
Mai	n° 6
Juin	n° 7
Juillet	n° 8 et 9
Octobre	n° 10
Novembre	n° 11 et 12

CHRONIQUE

Mars	n° 1
Avril	n° 2

ACTUALITÉ

Août/Septembre	n° 1 à 9
----------------	----------

DOSSIER

Décembre	n° 1 à 3
----------	----------

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 6
Février	n° 7 à 11
Mars	n° 12 à 17
Avril	n° 18 à 23
Mai	n° 24 à 29
Juin	n° 30 à 34
Juillet	n° 35 à 39
Août/Septembre	n° 40 à 44
Octobre	n° 45 à 52
Novembre	n° 53 à 57
Décembre	n° 58 à 62

PRATIQUE

Mars	n° 1
Avril	n° 2
Mai	n° 3
Décembre	n° 4

Droit Administratif

REVUE MENSUELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Directrice de rédaction :
Katia Chassagne
katia.chassagne@lexisnexis.fr

Directeurs :
Paul Lignières, avocat à la cour
(Linklaters)
Benoît Plessix, professeur
à l'université Panthéon-Assas
(Paris II)
Jacques-Henri Stahl, conseiller
d'État

Comité de rédaction :
Michel Bazex, professeur émérite
de droit public de l'université Paris
Ouest
Nanterre La Défense
François Brenet, professeur
de droit public à l'université
de Poitiers
Gweltaz Eveillard, professeur

de droit public à l'université
Rennes I
Pascale Idoux, professeur
de droit public à l'université
de Montpellier

Rédactrice en chef :
Angélique Azzi
Tél. : 01 45 58 92 46
angelique.azzi@lexisnexis.fr

Chargée d'édition :
Claire Hennebelle
Tél. : 01 45 58 93 69
claire.hennebelle@lexisnexis.fr

Direction Marketing Opérationnel / Publicité
Caroline Spire
Responsable clientèle publicité
caroline.spire@lexisnexis.fr - 01 45 58 94 69
Catherine Thevin
Responsable du marketing opérationnel
catherine.thevin@lexisnexis.fr - 01 45 58 93 05

Abonnement annuel 2019
France métropolitaine : 372,67 € TTC
Prix de vente au numéro : 39,82 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 405,00 € HT
Prix de vente au numéro : 45,00 € HT
Offre spéciale étudiants :
http://etudiant.lexisnexis.fr/

Relations clients :
Tél. : 01 71 72 47 70
relation.client@lexisnexis.fr
www.lexisnexis.fr

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15
Commission paritaire n° 1219 T 85747
N° Impr. 5990
N° Éd. 5808
Dépôt légal à parution
Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 6 %
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : P_{tot} = 0,01 kg / tonne



Nathalie ALBERT-MORETTI, professeure de droit public à l'université de Tours – IRJI (EA n° 7496)

- Les présomptions de préjudice (*Droit administratif*) : **actes de colloque 9** (août-sept.)

Frédéric ALLAIRE, maître de conférences à la faculté de droit de Nantes

- L'indemnisation des biens de retour non amortis, consécutive à la résiliation d'une concession entre personnes publiques (*Biens de retour*) **comm. 2** (janv.)

Hervé ARBOUSSET, maître de conférences en droit public à l'université de Haute-Alsace, co-directeur du master 2 Ingénierie juridique de l'entreprise et développement durable de la faculté de droit de Mulhouse, membre du Centre européen de recherche sur le risque

- Suicide d'un détenu et responsabilité pour faute de l'État : « ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement » (*Responsabilité pour faute de l'État*) **comm. 16** (mars)

Simon AYRAULT, avocat

- La gestion d'un service public administratif par la Bourse du travail de Paris (*Bourse du travail de Paris*) **comm. 48** (oct.)

Louis BAHOUAGNE, coordination scientifique, maître de conférences, université Paris X Nanterre La Défense

- Droit administratif et droit public financier (*Finances et comptabilité publiques*) **chron. 1** (mars)

Boris BARRAUD, docteur en droit, laboratoire interdisciplinaire droit et mutations sociales (LIDEMS, université d'Aix-Marseille)

- Le plan local d'urbanisme, outil de protection de l'environnement ? (*Urbanisme*) **étude 3** (févr.)

Michel BAZEX, professeur émérite (droit public) à l'université de Paris X

- Clarifier le cadre juridique des prises de participation pour assurer l'efficacité de cet outil de politique publique (*Actionnariat public*) **comm. 11** (févr.)
- Les adaptations nécessaires du transport ferroviaire aux nouvelles réalités économiques du monde moderne (*Transport ferroviaire*) **comm. 29** (mai)

Alexandre BELLOTTI, doctorant en droit public, CREAM

- Intérêt à agir et cohérence d'un document d'urbanisme (*Contentieux*) **étude 6** (mai)

Hafida BELRHALI, professeure à l'université Grenoble-Alpes

- Le préjudice collectif (*Droit administratif*) **actes de colloque 3** (août-sept.)

François BLANC, professeur de droit public, université Saint-Joseph du Liban

- Regards publicistes sur l'actualité du droit social (*Administration*) **alerte 17** (févr.)
- Réflexions sur les avances (*Finances et comptabilité publiques*) **alerte 61** (mai)
- Sur l'écriture du droit. Autour du Guide de légistique et de quelques autres documents relatifs à l'écriture du droit (*Légistique*) **alerte 103** (août-sept.)
- Critiques du droit des concentrations (*Concurrence*) **alerte 137** (déc.)

Jean-Sébastien BODA, docteur en droit public, avocat au barreau de Paris

- Les vicissitudes du régime légal d'indemnisation des victimes d'essais nucléaires (*Contentieux*) **étude 2** (janv.)
- L'identification des préjudices indemnisables suite à la résiliation d'un marché à bons de commande

conclu sans minimum (*Marchés à bons de commande*) **comm. 21** (avr.)

- L'encadrement d'un aménagement du privilège du préalable : la saisine du juge par l'administration contractante afin de récupérer une créance contractuelle (*Recouvrement d'une créance contractuelle*) **comm. 37** (juill.)

• La gestion d'un service public administratif par la Bourse du travail de Paris (*Bourse du travail de Paris*) **comm. 48** (oct.)

Maxime BOUL, doctorant contractuel en droit public, IMH, université Toulouse 1 Capitole

- La prise d'ELAN du contentieux de la régularisation des documents d'urbanisme (*Document d'urbanisme*) **comm. 52** (oct.)

Pierre BOURDON, professeur des universités, faculté de droit de l'université du Mans

- Le préjudice contractuel en droit administratif (*Droit administratif*) **actes de colloque 6** (août-sept.)

Jérémy BOUSQUET, enseignant-chercheur contractuel, université de Picardie-Jules Verne, CURAPP

- Le périmètre de la protection fonctionnelle des agents publics (*Fonction publique*) **étude 12** (nov.)

François BRENET, professeur à l'université de Poitiers (Institut de droit public EA 2623)

- Légalité (très) conditionnée de la clause « Molière » (*Clause d'interprétariat*) **comm. 8** (févr.)
- Domaine public : l'actualisation des critères jurisprudentiels de la théorie de l'accessoire (*Théorie de l'accessoire*) **comm. 22** (avr.)
- L'image des biens publics et leur utilisation à des fins commerciales (*Image des biens publics*) **comm. 42** (août-sept.)
- Nouvelle illustration de l'effet attractif des biens de retour : le cas des biens dont le concessionnaire de service public était propriétaire avant la passation du contrat (*Biens de retour*) **comm. 59** (déc.)

Sara BRIMO, maître de conférences en droit public à l'université Paris 1, CERAP - Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne

- Le préjudice environnemental (*Droit administratif*) **actes de colloque 4** (août-sept.)

Maxime CORNILLE, abogado aux barreaux de Paris et de Barcelone

- L'horizontalité à perte de vue du domaine public maritime (*Protection du domaine public maritime*) **comm. 47** (oct.)

Stéphanie DAMAREY, professeur agrégé de droit public, université de Lille, EA 4487, CRDPIERDP

- Le préjudice financier devant le juge des comptes (*Droit administratif*) **actes de colloque 5** (août-sept.)

Benjamin DEFOORT, professeur à l'université de Tours IRJI (EA 7496)

- Le principe de réparation intégrale (*Droit administratif*) **actes de colloque 8** (août-sept.)

Bénédicte DELAUNAY, professeur de droit public, université de Tours (IRJI François-Rabelais)

- Un an de droit de la procédure administrative (*Procédure administrative*) **chron. 2** (avr.)

Gabriel ECKERT, professeur de droit public, directeur de Sciences Po Strasbourg et de l'Institut de recherches Carré de Malberg

- Concession de service de transport aérien : nature et régime (*Concessions et délégations de service public*) **comm. 13** (mars)

Stéphane EUSTACHE, premier conseiller au tribunal administratif de Paris

- Retour sur les transformations contemporaines du contentieux de la validité des contrats administratifs (*Contentieux*) **étude 4 (mars)**

Gweltaz EVEILLARD, professeur à la faculté de droit et de science politique de Rennes, institut du droit public et de la science politique

- Les sanctions infligées aux officiers généraux (*Militaires*) **comm. 3 (janv.)**
- Laïcité et port de signes religieux par les élèves infirmières (*Liberté religieuse*) **comm. 5 (janv.)**
- Épilogue (?) pour le monument papal de Ploërmel (*Acte administratif non créateur de droit*) **comm. 7 (févr.)**
- L'indemnisation de l'entrée de terrains dans le domaine public maritime (*Délimitation des rivages de la mer*) **comm. 9 (févr.)**
- Les motifs pertinents du refus de communication d'un document administratif (*Refus de communication*) **comm. 14 (mars)**
- Mesure de police administrative et discrimination (*Conditions de légalité*) **comm. 15 (mars)**
- La nature de la délibération par laquelle le Conseil économique, social et environnemental se prononce sur la recevabilité d'une pétition (*Délibération du Conseil économique, social et environnemental*) **comm. 18 (avr.)**
- L'absence de pouvoir d'obstruction des assemblées parlementaires sur les nominations aux fonctions et emplois publics de l'article 13, alinéa 5, de la Constitution (*Commission indépendante chargée de contrôler les redécoupages des circonscriptions*) **comm. 19 (avr.)**
- L'inconstitutionnalité des zones de protection ou de sécurité (*Liberté d'aller et venir*) **comm. 27 (mai)**
- Les mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance et la Constitution (*Loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme*) **comm. 28 (mai)**
- L'autorité des décisions de la juridiction pénale à l'égard du Conseil d'État, juge de cassation (*Autorité de la chose jugée au pénal*) **comm. 32 (juin)**
- Fraude et recours contentieux (*Délai de recours*) **comm. 33 (juin)**
- L'étendue des activités de service public des caisses de crédit municipal (*Service public des caisses de crédit municipal*) **comm. 36 (juill.)**
- La police spéciale de la prévention du terrorisme et la Constitution (suite) (*Loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme*) **comm. 38 (juill.)**
- Quand le Conseil d'État vient au secours de la Cour de cassation... (*Inspection des juridictions judiciaires*) **comm. 40 (août-sept.)**
- Les deux France (*Archives publiques*) **comm. 43 (août-sept.)**
- La limitation du contrôle de la légalité externe des actes réglementaires (*Contestation d'un acte réglementaire*) **comm. 45 (oct.)**
- La caractérisation du défaut d'assimilation pour l'attribution de la nationalité française (*Acquisition de la nationalité française*) **comm. 49 (oct.)**
- Les conséquences de la déclaration d'inconstitutionnalité d'une loi sur les actes réglementaires d'application de celle-ci (*Question prioritaire de constitutionnalité*) **comm. 54 (nov.)**
- La disjonction entre l'obligation de motivation et l'obligation de respect des droits de la défense (*Notion d'urgence*) **comm. 55 (nov.)**
- Les suites de l'annulation d'une décision de retrait (*Délai de retrait*) **comm. 58 (déc.)**
- L'état ecclésiastique est-il compatible avec la présidence d'une université ? (*Principe de laïcité*) **comm. 60 (déc.)**

Anthony FALGAS, docteur en droit public, Institut Maurice Hauriou – UT1 Capitole

- La compétence du juge administratif pour la confiscation de documents d'identité d'un ressortissant étranger (*Confiscation de documents d'identité*) **comm. 25 (mai)**

Carole GALLO, docteur en droit public

- Du bon usage d'un principe général du droit (*Obligation de reclassement*) **comm. 50 (oct.)**

Thibault GRONDIN, conseiller au tribunal administratif de Paris

- L'identification des préjudices indemnisables suite à la résiliation d'un marché à bons de commande conclu sans minimum (*Marchés à bons de commande*) **comm. 21 (avr.)**

Sébastien HOURSON, professeur à l'université Clermont Auvergne (EA 4232)

- La loi pour un État au service d'une société de confiance : faut-il se méfier de la confiance ? (*Administration*) **dossier 2 (déc.)**
- Un plafond de fer ? (*Finances et comptabilité publiques*) **alerte 32 (mars)**
- Commandez le code ! (*Contrats*) **alerte 76 (juin)**
- Délai de retrait : quatre mois ferme ? (*Acte administratif*) **alerte 113 (oct.)**

Pascale IDOUX, professeur de droit public, université de Montpellier

- Un an de droit de la procédure administrative (*Procédure administrative*) **chron. 2 (avr.)**
- L'Autorité de la concurrence peut faire évoluer les obligations des parties à une opération de concentration (*Concentration d'entreprises*) **comm. 12 (mars)**

Anne JACQUEMET-GAUCHÉ, professeur de droit public à l'université Clermont Auvergne, directrice du Centre Michel de l'Hospital – EA 4232

- Responsabilité et préjudice (*Droit administratif*) **actes de colloque 2 (août-sept.)**

Laetitia JANICOT, professeur à l'université de Cergy-Pontoise

- Retour sur les transformations contemporaines du contentieux de la validité des contrats administratifs (*Contentieux*) **étude 4 (mars)**

Arthur JULLY, doctorant en droit public chargé d'enseignement

- Police des déchets : renforcement du contrôle opéré sur l'obligation d'agir des autorités de police (*Obligation d'agir*) **comm. 4 (janv.)**

Mehdi LAHOUZI, docteur en droit, attaché temporaire d'enseignement et de recherche, université Jean-Moulin Lyon III, centre d'études européennes (EA 4185)

- Arbitrage et personnes publiques : une dérogation supplémentaire (*Arbitrage*) **étude 11 (nov.)**

Régis LANNEAU, maître de conférences à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense - Centre de recherches en droit public

- La libéralisation du transport par autocar ou la protection contestable des services conventionnés (*Transport interurbain par autocar*) **comm. 6 (janv.)**
- Clarifier le cadre juridique des prises de participation pour assurer l'efficacité de cet outil de politique publique (*Actionnariat public*) **comm. 11 (févr.)**
- L'impuissance actuelle de l'ARAFER face aux stratégies de protection du monopole du transport par bus sur la ligne d'intérêt national reliant l'aéroport de Beauvais à Paris-Porte Maillot (*Transport routier*) **comm. 17 (mars)**

- La généralisation du chèque énergie et la fin des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité (*Énergie*) **comm. 23 (avr.)**
 - Les adaptations nécessaires du transport ferroviaire aux nouvelles réalités économiques du monde moderne (*Transport ferroviaire*) **comm. 29 (mai)**
 - Services librement organisés et concurrence intramodale, l'efficacité économique n'est toujours pas une priorité pour l'ARAFER (*Transport*) **comm. 34 (juin)**
 - Le Conseil d'État offre un sursis aux tarifs réglementés de l'électricité (*Énergie*) **comm. 39 (juill.)**
 - Repenser le soutien aux énergies renouvelables (*Énergies renouvelables*) **comm. 44 (août-sept.)**
 - Quelques clarifications sur l'(in)compatibilité du régime de la contribution au service public de l'électricité (CSPE) avec le droit de l'Union (*Énergie et fiscalité*) **comm. 51 (oct.)**
 - Quelques clarifications sur la présomption d'existence d'un avantage sélectif au profit des EPIC (*Aides d'État et EPIC*) **comm. 57 (nov.)**
 - La libéralisation de fait de la concurrence intermodale (*Transport*) **comm. 62 (déc.)**
- Yvonnick LE FUSTEC, avocat à la Cour**
- Modification par avenant du prix définitif d'un marché (*Prix dans un marché public*) **comm. 30 (juin)**
- Fabrice LEMAIRE, maître de conférences en droit public à l'université de la Réunion**
- L'ensemble des litiges relatifs à la rémunération des enquêteurs sociaux relève du juge judiciaire (*Collaborateur occasionnel du service public*) **comm. 24 (mai)**
 - L'État est responsable des conditions de vie indignes des descendants de harkis dans les camps en France (*Responsabilité pour faute de l'État*) **comm. 61 (déc.)**
- Paul LIGNIÈRES, docteur en droit, avocat à la Cour, associé, responsable Droit public (Linklaters)**
- Les liaisons dangereuses entre les entreprises et l'État : la réglementation du lobbying, dernière étape ? (*Droit public économique*) **repère 2 (févr.)**
 - Les entreprises et l'intérêt général (*Droit administratif*) **repère 5 (mai)**
 - Fraternité : le Conseil constitutionnel ne peut plus se contenter de coups d'éclat (*Conseil constitutionnel*) **repère 8 (août-sept.)**
 - La responsabilité limitée des sociétés est-elle compatible avec l'intérêt général ? (*Droit administratif*) **repère 11 (déc.)**
- Sophie MAERTEN-ULLMO, avocat au barreau de Paris**
- Le régime de recevabilité des réclamations de l'article 50 du CCAG Travaux est-il impacté par le décret n° 2016-1480 du 2 novembre 2016 sur la réforme du contentieux administratif ? (*Contrats*) **prat. 3 (mai)**
- Émilie MARCOVICI, maître de conférences de droit public, université Jean-Moulin-Lyon 3**
- Quel bilan de la modernisation de l'action publique en matière de gestion des personnels publics ? (*Action publique*) **étude 9 (juill.)**
- Julien MARTIN, agrégé des facultés de droit, professeur de droit public, université de Bordeaux**
- Les dotations d'intercommunalité à l'épreuve du principe constitutionnel d'égalité (*Dotations d'intercommunalité*) **comm. 46 (oct.)**
- Vincent MAZZOCCHI, docteur en droit public, université Paris X Nanterre La Défense**
- Droit administratif et droit public financier (*Finances et comptabilité publiques*) **chron. 1 (mars)**
- Ariane MEYNAUD-ZEROUAL, docteur en droit de l'université Panthéon-Assas (Paris II)**
- Le droit à l'erreur en matière administrative. Réflexions prospectives autour d'un projet de loi (*Administration*) **étude 5 (avr.)**
- Alice MINET-LELEU, maître de conférences à l'université Panthéon-Assas**
- Affaire Merah : pas de responsabilité de l'État malgré les erreurs du renseignement intérieur (*Lutte contre le terrorisme*) **comm. 56 (nov.)**
- Martin MORALES, docteur en droit de l'université de Montpellier, qualifié aux fonctions de maître de conférences en droit public**
- La consécration bienvenue de l'injonction de délivrance d'une autorisation d'urbanisme (*Délivrance d'une autorisation d'urbanisme*) **comm. 41 (août-sept.)**
- Camille MORIO, docteur en droit public, ATER à l'université Grenoble Alpes**
- Annulation du dispositif de pétition-votation de la ville de Grenoble (*Démocratie participative locale*) **comm. 53 (nov.)**
- Julien MOUCHETTE, docteur en droit public, IRCM, université de Strasbourg**
- La délivrance d'un visa au titre de l'asile est une mesure de faveur (*Délivrance d'un visa au titre de l'asile*) **comm. 10 (févr.)**
 - La contestation par voie d'action des lignes directrices d'une autorité de régulation (*Recevabilité du recours dirigé contre des lignes directrices*) **comm. 26 (mai)**
- Christelle PALLUEL, docteur en droit public**
- L'entretien des biens publics, une obligation générale introuvable (*Domaine*) **étude 10 (oct.)**
- Romain PLACE, doctorant contractuel en droit public, chargé d'enseignement, université de Strasbourg (Institut de recherches Carré de Malberg)**
- Le régime juridique français des choses publiques à l'épreuve de la comparaison avec le Royaume-Uni (*Propriétés publiques*) **étude 7 (juin)**
- Benoît PLESSIX, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)**
- « Ce besoin animal de sécurité » (*Administration*) **repère 1 (janv.)**
 - C'est l'histoire d'un statut (*Droit administratif*) **repère 4 (avr.)**
 - Le droit administratif français, droit de l'acte réglementaire (*Droit administratif*) **repère 7 (juill.)**
 - L'EPIC de nouveau en danger (*Établissement public*) **repère 10 (nov.)**
- Laurent RICHER, professeur émérite de l'université Paris I, avocat à la cour**
- Sur la nature juridique de la concession de service public (*Contrats*) **étude 8 (juill.)**
- Céline ROJANO, avocat au barreau de Paris, cabinet Cornet Vincent Segurel**
- Abandon de poste de l'agent en congé maladie (*Fonction publique*) **prat. 2 (avr.)**
- Jean-Charles ROTOULLIÉ, maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**
- Les ambiguïtés de la loi pour un État au service d'une société de confiance en matière de droits de la construction, de l'environnement et de l'énergie (*Administration*) **dossier 3 (déc.)**
 - Le Conseil constitutionnel et la Charte de déontologie de la juridiction administrative (*Charte de déontologie de la juridiction administrative*) **comm. 1 (janv.)**

Christophe ROUX, professeur de droit public, université
Lumière – Lyon 2, équipe de droit public de Lyon (EA 666)

- Le « droit à l'erreur » (*Administration*) **alerte 1** (janv.)
- À la recherche de la « neutralité commerciale »
(*Services publics*) **alerte 45** (avr.)
- EuropaCity (ou le nouveau Notre-Dame-des-
Landes...) (*Urbanisme*) **alerte 88** (juill.)
- Citoyens, au rapport ! À propos de l'étude annuelle
du Conseil d'État (*Conseil d'État*) **alerte 126** (nov.)

Olivia SABARD, professeur de droit privé à l'université de
Tours, IRJI François-Rabelais

- Les préjudices subis par les personnes publiques
(*Droit administratif*) **actes de colloque 7** (août-sept.)

Sébastien SAUNIER, professeur de droit public, université
Toulouse I Capitole (IDETCOM), coordinateur scientifique

- Un an de droit de la procédure administrative
(*Procédure administrative*) **chron. 2** (avr.)

Laurent SEUROT, professeur de droit public à l'université de
Bourgogne Franche-Comté

- Faculté de conclure, en cas d'urgence, une
concession provisoire sans publicité ni mise en
concurrence préalables (*Concession de services*) **comm. 20** (avr.)

Valérie de SIGOYER, avocate à la Cour, VDS Avocats

- Variantes et marchés publics : le point sur l'état du
droit (*Contrats*) **prat. 1** (mars)

- Quelques réflexions sur les modalités de
modification des marchés publics en cours
d'exécution (*Contrats*) **prat. 4** (déc.)

- Référé précontractuel : les conditions de
participation d'une entreprise de création récente
(*Procédure de passation d'un marché public*) **comm. 31** (juin)

Jacques-Henri STAHL, conseiller d'État

- Éthique concrète, éthique abstraite ? (*Bioéthique*) **repère 3** (mars)
- Bernard Stirn, douze années à la tête de la section
du contentieux (*Conseil d'État*) **repère 6** (juin)
- L'arrêt Heyriès a cent ans (*Contentieux administratif*) **repère 9** (oct.)

Cryslen TIROLIEN, avocate à la Cour

- Variantes et marchés publics : le point sur l'état du
droit (*Contrats*) **prat. 1** (mars)

Armelle TREPPOZ BRUANT, maître de conférences à
l'université d'Orléans

- La compensation financière des charges locales
corsetée (*Compensation financière*) **comm. 35** (juill.)

Élise UNTERMAIER-KERLEO, maître de conférences de droit
public à l'université Jean-Moulin Lyon 3

- Les lois pour la confiance dans la vie politique :
toujours plus de déontologie mais pas de « choc de
confiance » (*Vie politique*) **étude 1** (janv.)

Action publique

- **Quel bilan de la modernisation de l'action publique en matière de gestion des personnels publics ?**, par Émilie MARCOVICI, maître de conférences de droit public, université Jean-Moulin-Lyon 3..... **étude 9 (juill.)**

Administration

- **La loi pour un État au service d'une société de confiance : faut-il se méfier de la confiance ?**, par Sébastien HOURSON, professeur à l'université Clermont Auvergne (EA 4232)..... **dossier 2 (déc.)**
- **Les ambiguïtés de la loi pour un État au service d'une société de confiance en matière de droits de la construction, de l'environnement et de l'énergie**, par Jean-Charles ROTOULLIÉ, maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne..... **dossier 3 (déc.)**
- **Le droit à l'erreur en matière administrative. Réflexions prospectives autour d'un projet de loi**, par Ariane MEYNAUD-ZEROUAL, docteur en droit de l'université Panthéon-Assas (Paris II)..... **étude 5 (avr.)**

Arbitrage

- **Arbitrage et personnes publiques : une dérogation supplémentaire**, par Mehdi LAHOVAZI, docteur en droit, attaché temporaire d'enseignement et de recherche, université Jean-Moulin Lyon III, centre d'études européennes (EA 4185)..... **étude 11 (nov.)**

Contentieux

- **Les vicissitudes du régime légal d'indemnisation des victimes d'essais nucléaires**, par Jean-Sébastien BODA, docteur en droit public, avocat au barreau de Paris..... **étude 2 (janv.)**
- **Retour sur les transformations contemporaines du contentieux de la validité des contrats administratifs**, par Stéphane EUSTACHE, premier conseiller au tribunal administratif de Paris et Laetitia JANICOT, professeur à l'université de Cergy-Pontoise..... **étude 4 (mars)**
- **Intérêt à agir et cohérence d'un document d'urbanisme**, par Alexandre BELLOTTI, doctorant en droit public, CREAM..... **étude 6 (mai)**

Contrats

- **Sur la nature juridique de la concession de service public**, par Laurent RICHER, professeur émérite de l'université Paris I, avocat à la cour..... **étude 8 (juill.)**

Domaine

- **L'entretien des biens publics, une obligation générale introuvable**, par Christelle PALLUEL, docteure en droit public..... **étude 10 (oct.)**

Droit administratif

- **Responsabilité et préjudice**, par Anne JACQUEMET-GAUCHÉ, professeur de droit public à l'université Clermont Auvergne, directrice du Centre Michel de l'Hospital – EA 4232..... **actes de colloque 2 (août-sept.)**
- **Le préjudice collectif**, par Hafida BELRHALLI, professeure à l'université Grenoble-Alpes..... **actes de colloque 3 (août-sept.)**

- **Le préjudice environnemental**, par Sara BRIMO, maître de conférences en droit public à l'université Paris 1, CERAP - Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne. **actes de colloque 4 (août-sept.)**

- **Le préjudice financier devant le juge des comptes**, par Stéphanie DAMAREY, professeur agrégé de droit public, université de Lille, EA 4487, CRDP/ERDP..... **actes de colloque 5 (août-sept.)**

- **Le préjudice contractuel en droit administratif**, par Pierre BOURDON, professeur des universités, faculté de droit de l'université du Mans..... **actes de colloque 6 (août-sept.)**

- **Les préjudices subis par les personnes publiques**, par Olivia SABARD, professeur de droit privé à l'université de Tours, IRJI François-Rabelais... **actes de colloque 7 (août-sept.)**

- **Le principe de réparation intégrale**, par Benjamin DEFOORT, professeur à l'université de Tours IRJI (EA 7496)..... **actes de colloque 8 (août-sept.)**

- **Les présomptions de préjudice**, par Nathalie ALBERT-MORETTI, professeure de droit public à l'université de Tours – IRJI (EA n° 7496)..... **actes de colloque 9 (août-sept.)**

Finances et comptabilité publiques

- **Droit administratif et droit public financier**, par Vincent MAZZOCCHI, docteur en droit public, université Paris X Nanterre La Défense et Louis BAHOUAGNE, coordination scientifique, maître de conférences, université Paris X Nanterre La Défense..... **chron. 1 (mars)**

Fonction publique

- **Le périmètre de la protection fonctionnelle des agents publics**, par Jérémy BOUSQUET, enseignant-chercheur contractuel, université de Picardie-Jules Verne, CURAPP..... **étude 12 (nov.)**

Procédure administrative

- **Un an de droit de la procédure administrative**, par Sébastien SAUNIER, professeur de droit public, université Toulouse I Capitole (IDETCOM), coordinateur scientifique, Pascale IDOUX, professeur de droit public, université de Montpellier et Bénédicte DELAUNAY, professeure de droit public, université de Tours (IRJI François- Rabelais)..... **chron. 2 (avr.)**

Propriétés publiques

- **Le régime juridique français des choses publiques à l'épreuve de la comparaison avec le Royaume-Uni**, par Romain PLACE, doctorant contractuel en droit public, chargé d'enseignement, université de Strasbourg (Institut de recherches Carré de Malberg)..... **étude 7 (juin)**

Urbanisme

- **Le plan local d'urbanisme, outil de protection de l'environnement ?**, par Boris BARRAUD, docteur en droit, laboratoire interdisciplinaire droit et mutations sociales (LIDEMS, université d'Aix-Marseille)..... **étude 3 (févr.)**

Vie politique

- **Les lois pour la confiance dans la vie politique : toujours plus de déontologie mais pas de « choc de confiance »**, par Élise UNTERMAIER-KERLEO, maître de conférences de droit public à l'université Jean-Moulin Lyon 3..... **étude 1 (janv.)**

A

ACTE ADMINISTRATIF

Acte administratif non créateur de droit

Délai de recours
Laïcité..... **comm. 7 (févr.)**

Acte réglementaire

Recours pour excès de pouvoir
Conditions d'édiction..... **alerte 91 (juill.)**

Charte de déontologie de la juridiction administrative

Principe d'impartialité
Prévention des conflits d'intérêts..... **comm. 1 (janv.)**

Contestation d'un acte réglementaire

Vices de procédure et de forme
Principe de sécurité juridique..... **comm. 45 (oct.)**

Décision créatrice de droits

Retrait
Délai de quatre mois..... **alerte 113 (oct.)**

Décision de retrait

Annulation
Délai de retrait..... **comm. 58 (déc.)**

Délibération du Conseil économique, social et environnemental

Pétition
Conditions de recevabilité..... **comm. 18 (avr.)**

Recours pour excès de pouvoir

Avis du Conseil économique, social et environnemental
Irrecevabilité..... **alerte 24 (févr.)**

ACTION PUBLIQUE

Modernisation

Gestion des personnels publics
Bilan..... **étude 9 (juill.)**

Simplification administrative

Circulaire
Loi sectorielle..... **alerte 44 (mars)**

ADMINISTRATION

Action publique 2022

Transformation publique
Comité interministériel..... **alerte 149 (déc.)**

Citoyens

Confiance
Loi ESSOC..... **dossier 1 (déc.)**
..... **étude 2 (déc.)**
..... **étude 3 (déc.)**

Droit à l'erreur

Principe de légalité
Confiance..... **alerte 1 (janv.)**

Droit social

Dialogue
Ordonnance..... **alerte 17 (févr.)**

Organisation

Services déconcentrés
Cour des comptes..... **alerte 20 (févr.)**

Projet PACTE

Privatisation
Caisse des dépôts et consignations..... **alerte 105 (août-sept.)**

Relations avec le public

Droit à l'erreur
Simplification des démarches administratives..... **étude 5 (avr.)**

Rescrit administratif

Sécurité juridique
Confiance..... **repère 1 (janv.)**

ARBITRAGE

Prohibition du recours à l'arbitrage par les personnes publiques

Dérogations
Loi du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024..... **étude 11 (nov.)**

AUTORITÉ ADMINISTRATIVE INDÉPENDANTE

ARCEP

Lignes directrices
Contrat d'itinérance..... **alerte 25 (févr.)**
Société orange
Service universel..... **alerte 138 (déc.)**

Autorité de contrôle des nuisances aéropor-tuaires

Pouvoir de sanction
Principe d'impartialité..... **alerte 2 (janv.)**

Défenseur des droits

Dématérialisation
Organisation territoriale..... **alerte 148 (déc.)**
Rapport annuel d'activité 2017
Dégradation..... **alerte 100 (juill.)**

AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

Rapport annuel 2017

Numérisation de l'économie
Professions réglementées..... **alerte 114 (oct.)**

B

BIOÉTHIQUE

Révision

Contrôle de conventionalité
Droit au respect de la vie privée..... **repère 3 (mars)**

C

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Alsace

Évolution administrative
Région Grand Est..... **alerte 150 (déc.)**

Conférence nationale des territoires

Aménagement numérique
Cohésion des territoires..... **alerte 29 (févr.)**

Démocratie participative locale

Prise de décision municipale
Dispositif de pétition-votation..... **comm. 53 (nov.)**

Démocratie représentative

Projet de loi constitutionnelle
Corse..... **alerte 106 (août-sept.)**

Dotations d'intercommunalité

Rupture d'égalité
Question prioritaire de constitu-tionalité..... **comm. 46 (oct.)**

Fiscalité locale

Refonte
Taxe d'habitation..... **alerte 99 (juill.)**

Métropole du Grand Paris

Gestion de l'eau
Transfert de compétence..... **alerte 104 (août-sept.)**

Transfert de compétences

Charges locales
Compensation financière..... **comm. 35 (juill.)**

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS

Rapport d'activité 2017

Données à caractère personnel
Protection..... **alerte 77 (juin)**

COMPÉTENCE

Compétence administrative

Confiscation de documents d'identité
Voie de fait..... **comm. 25 (mai)**
Contrat de partenariat
Cession de créance..... **alerte 101 (juill.)**
Formation à distance
CNED..... **alerte 102 (juill.)**

Compétence judiciaire

Activités de service public des caisses de crédit municipal
Vente des objets remis en gage..... **comm. 36 (juill.)**

Collaborateur occasionnel du service public	
<i>Rémunération des enquêteurs sociaux</i>	comm. 24 (mai)
Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales	
<i>Contamination par le virus de l'hépatite C</i>	alerte 153 (déc.)
Texte modifiant les règles de détermination de la juridiction compétente	
<i>Application immédiate</i>	alerte 125 (oct.)

COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE

Centre régional des oeuvres universitaires et scolaires	
Logement	
<i>Expulsion d'un étudiant</i>	alerte 58 (avr.)
Voie de fait	
Rétention de documents d'identité	
<i>Liberté d'aller et venir</i>	alerte 60 (avr.)

COMPÉTENCE JUDICIAIRE

Caisse de crédit municipal	
Prêt sur gage corporel	
<i>Mise en vente aux enchères publiques</i>	alerte 59 (avr.)
Opération d'aménagement	
Convention conclue avec une collectivité publique	
<i>Contrat de droit privé</i>	alerte 15 (janv.)
Participation des salariés	
Réserve spéciale	
<i>Attestation établie par l'inspecteur des impôts</i>	alerte 16 (janv.)

CONCURRENCE

Concentration d'entreprises	
Autorisation de l'Autorité de la concurrence	
<i>Proportionnalité des sanctions pécuniaires</i>	comm. 12 (mars)
Contrôle des concentrations	
Modalités	
<i>Effets anticoncurrentiels</i>	alerte 137 (déc.)
Régulation économique	
Conseil d'analyse économique	
<i>Indépendance des régulateurs</i>	alerte 7 (janv.)

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Fonctionnement	
Principe de fraternité	
<i>Délit de solidarité</i>	repère 8 (août-sept.)

CONSEIL D'ÉTAT

Colloque	
Internationalisation du droit administratif	
<i>Bernard Stirn</i>	alerte 108 (août-sept.)
Réforme territoriale	
<i>Jean-Marc Sauvé</i>	alerte 107 (août-sept.)
Conférences	
Citoyenneté	
<i>Bruno Lasserre</i>	alerte 109 (août-sept.)
Étude annuelle	
Citoyenneté	
<i>Droit de vote</i>	alerte 126 (nov.)
Rapport public 2018	
Juridictions administratives	
<i>Activité juridictionnelle et consultative</i>	alerte 90 (juill.)
Section du contentieux	
Président	
<i>Bernard Stirn</i>	repère 6 (juin)

CONSTITUTION

Transposition d'une directive	
Secret des affaires	
<i>Protection</i>	alerte 115 (oct.)

CONTENTIEUX

Acte réglementaire	
Contestation d'un document d'urbanisme	
<i>Détermination de l'intérêt à agir</i>	étude 6 (mai)

Contentieux contractuel	
Validité des contrats administratifs	
<i>Recours de plein contentieux</i>	étude 4 (mars)
Contentieux de l'urbanisme	
Régularisation	
<i>Recours pour excès de pouvoir</i>	comm. 52 (oct.)
Délai de recours	
Publication	
<i>Statut des relations collectives entre la société nationale des chemins de fer français et son personnel</i>	alerte 9 (janv.)
Édifice menaçant ruine	
Arrêté de péril imminent	
<i>Illégalité de l'exécution matérielle de l'Administration</i>	alerte 121 (oct.)
Environnement	
Enquête publique	
<i>Vice de procédure</i>	alerte 129 (nov.)
Législation antisémité	
Restitution de biens spoliés sous l'Occupation	
<i>Commission d'indemnisation des victimes de spoliations</i>	alerte 136 (nov.)
Recevabilité du recours dirigé contre des lignes directrices	
Autorité de régulation des communications électroniques et des postes	
<i>Contrôle du juge</i>	comm. 26 (mai)
Régime d'indemnisation	
Victimes d'essais nucléaires	
<i>Solidarité nationale</i>	étude 2 (janv.)
Urbanisme	
Office du juge de l'injonction	
<i>Délivrance d'une autorisation d'urbanisme</i>	comm. 41 (août-sept.)

CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Exception d'illégalité	
Arrêt Heyriès	
<i>Suspension de l'application d'une loi par décret</i>	repère 9 (oct.)
Recouvrement d'une créance contractuelle	
Privilège du préalable	
<i>Saisine du juge</i>	comm. 37 (juill.)

CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL

Commission indépendante chargée de contrôler les redécoupages des circonscriptions	
Nomination du président	
<i>Avis des commissions parlementaires spécialisées des deux assemblées</i>	comm. 19 (avr.)

CONTRATS

Biens de retour	
Concession de service public	
<i>Biens acquis par le concessionnaire avant la conclusion du contrat de concession</i>	comm. 59 (déc.)
Régime juridique	
<i>Indemnisation</i>	comm. 2 (janv.)
Commande publique	
Projet de code	
<i>Unification</i>	alerte 76 (juin)
Concession de service	
Contrat de mobilier urbain	
<i>Rémunération du titulaire du contrat</i>	alerte 94 (juill.)
Concession de service public	
Biens de retour	
<i>Équilibre économique du contrat</i>	alerte 120 (oct.)
Nature juridique	
<i>Clause réglementaire</i>	étude 8 (juill.)
Concession de services	
Contrat de mobiliers urbains d'information supportant de la publicité	
<i>Absence de procédures de publicité et de mise en concurrence</i>	comm. 20 (avr.)
Concessions et délégations de service public	
Service de transport aérien	
<i>Régime juridique</i>	comm. 13 (mars)
Délégation de service public	
Modification substantielle	

Avenant.....	alerte 63 (mai)
Marché à bons de commande	
Résiliation	
Préjudice indemnisable.....	comm. 21 (avr.)
Marché public de travaux	
Clause « Molière »	
Conditions d'exécution.....	comm. 8 (févr.)
Contentieux indemnitaire	
Décision préalable.....	prat. 3 (mai)
Marchés publics	
Modification	
Modalités.....	prat. 4 (déc.)
Modification par avenant du prix définitif d'un marché	
Économie du marché.....	comm. 30 (juin)
Variantes	
Régime.....	prat. 1 (mars)
Procédure de passation d'un marché public	
Prestation réglementée	
Appréciation des candidatures.....	comm. 31 (juin)
Résiliation	
Recours en reprise des relations contractuelles	
Pouvoir du juge.....	alerte 117 (oct.)

CONVENTION EUROPÉENNE DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

Protocole n° 16	
Procédure d'avis consultatif	
Dialogue des juges.....	alerte 123 (oct.)

COUR DES COMPTES

Rapport	
Police municipale	
Armement.....	alerte 131 (nov.)
Présidence de la République	
Contrôle.....	alerte 122 (oct.)
Rapport public annuel 2018	
Piscines	
Gestion.....	alerte 53 (avr.)
Stations de ski nord-alpines	
Réchauffement climatique.....	alerte 54 (avr.)
Référé	
Fonction publique	
Paris.....	alerte 110 (août-sept.)
Loi de programmation militaire	
Mise en oeuvre.....	alerte 11 (janv.)
Société du Grand Paris	
Mise en place	
Bilan.....	alerte 40 (mars)

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Avis consultatif	
Protocole n° 16	
Ratification.....	alerte 30 (févr.)
Présidence	
Guido Raimondi	
Réélection.....	alerte 133 (nov.)

CULTES

Aumôniers militaires, hospitaliers et pénitentiaires	
Recrutement	
Diplôme de formation civile et civique.....	alerte 118 (oct.)
Port de signes religieux en entreprise	
Règlement intérieur	
Clause de neutralité.....	alerte 10 (janv.)

D

DÉFENSE

Programmation militaire 2019-2025	
Projet de loi	
Hausse du budget.....	alerte 56 (avr.)

DOMAINE

Biens publics	
Entretien	

Valorisation.....	étude 10 (oct.)
Domaine public immobilier	
Château de Chambord	
Prise de vues d'un bien appartenant au domaine public.....	alerte 82 (juin)
Domaine public maritime	
Délimitation des rivages de la mer	
Indemnisation.....	comm. 9 (févr.)
Occupation sans autorisation	
Protection.....	comm. 47 (oct.)
Domaines nationaux	
Droit à l'image	
Autorisation du gestionnaire.....	alerte 34 (mars)
Image des biens publics	
Utilisation privative.....	comm. 42 (août-sept.)

DOMAINE PUBLIC

Animations	
Conditions d'attribution	
Irrégularités.....	alerte 18 (févr.)
Théorie de l'accessoire	
Indissociabilité physique	
Utilité.....	comm. 22 (avr.)

DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Traitement	
Géolocalisation	
Contrôle du temps de travail.....	alerte 27 (févr.)

DROIT ADMINISTRATIF

Conception française de l'État	
Intérêt général	
Désétatisation.....	repère 5 (mai)
Préjudice	
Responsabilité	
Statut de victime.....	étude 2 (août-sept.)
Règlement administratif	
Contentieux de la légalité	
Caractère objectif.....	repère 7 (juill.)
Responsabilité	
Préjudice.....	dossier 1 (août-sept.)
Préjudice collectif.....	étude 3 (août-sept.)
Préjudice contractuel.....	étude 6 (août-sept.)
Préjudice environnemental.....	étude 4 (août-sept.)
Préjudice financier.....	étude 5 (août-sept.)
Préjudice subi par une personne publique.....	étude 7 (août-sept.)
Présomption.....	étude 9 (août-sept.)
Réparation intégrale.....	étude 8 (août-sept.)
Responsabilité sociale des entreprises	
Intérêt général	
Irresponsabilité de l'actionnaire.....	repère 11 (déc.)
Statut des cheminots	
Abrogation	
Égalité des droits.....	repère 4 (avr.)

DROIT D'ACCÈS AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Refus de communication	
Propriété littéraire et artistique	
Église de scientologie.....	comm. 14 (mars)

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Brexit	
Projet de loi	
Ordonnance.....	alerte 151 (déc.)
Directive	
Sur-transposition	
Projet de loi.....	alerte 152 (déc.)
Règlement général sur la protection des données	
Application à une communauté religieuse	
Prédication.....	alerte 124 (oct.)

DROIT PÉNAL

Extradition	
Principe de double incrimination	
Non-rétroactivité de la loi pénale.....	alerte 119 (oct.)

DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE

Entreprise privée	
Gestion	
Intérêt général.....	alerte 74 (mai)
Relations entre les entreprises et l'État	

Lutte contre la corruption
Transparence..... repère 2 (févr.)

DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX

Droit à la santé
 Référé-liberté
Consentement libre et éclairé..... alerte 57 (avr.)

Liberté d'aller et venir
 État d'urgence
Zone de protection et de sécurité..... comm. 27 (mai)

Liberté d'expression
 Avocat
Débat démocratique..... alerte 86 (juin)

Loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme
 Question prioritaire de constitutionnalité
Protection de l'ordre public..... alerte 62 (mai)

DROITS FONDAMENTAUX

Droit au respect de la vie privée
 Vidéosurveillance
Article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales..... alerte 12 (janv.)

Liberté de communication
 Consultation en ligne de sites terroristes
Inconstitutionnalité..... alerte 21 (févr.)

Liberté d'expression
 Abus de droit
Apologie du terrorisme..... alerte 98 (juill.)
 Turquie
Critiques adressées aux autorités publiques..... alerte 132 (nov.)

E

ÉLECTIONS

Élections européennes
 Listes nationales
Intelligibilité du scrutin..... alerte 14 (janv.)

ENSEIGNEMENT

Circulaire
 Tirage au sort
Annulation..... alerte 37 (mars)

Ministre du culte
 Président d'université
Principe de laïcité..... comm. 60 (déc.)

Universités
 Expérimentation
Regroupement..... alerte 31 (févr.)

ENVIRONNEMENT

Association communale de chasse agréée
 Territoire de chasse
Regroupement de propriétaires..... alerte 144 (déc.)

Énergies renouvelables
 Progression
Politiques publiques..... alerte 85 (juin)

Site Natura 2000
 Obligation de conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore
Recours en manquement..... alerte 87 (juin)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

Établissement public à caractère industriel et commercial
 Aide d'état
Présomption d'existence d'une garantie avantageuse..... repère 10 (nov.)
 alerte 134 (nov.)

Service public administratif
 Intérêt général
Bourse du travail de Paris..... comm. 48 (oct.)

ÉTAT

Besoin
 Transformation
Société internationale..... alerte 70 (mai)

ÉTAT D'URGENCE

Contrôle d'identité
 Visite de véhicule
Absence de contrôle juridictionnel effectif..... alerte 5 (janv.)

ÉTRANGERS

Acquisition de la nationalité française
 Défaut d'assimilation
Convictions religieuses..... comm. 49 (oct.)

Asile
 Mesure d'éloignement
Circonstance nouvelle..... alerte 143 (déc.)
 Orientation sexuelle
Rapport d'expertise..... alerte 42 (mars)

Décret d'extradition
 Méconnaissance de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et de libertés fondamentales
Excès de pouvoir..... alerte 35 (mars)

Délivrance d'un visa au titre de l'asile
 Refus
Personnel civil de recrutement local..... comm. 10 (févr.)

Éloignement
 Assignation à résidence
Liberté d'aller et de venir..... alerte 4 (janv.)

Hébergement d'urgence
 Circulaire
Légalité..... alerte 83 (juin)

Loi Asile et immigration
 Mayotte
Durée maximale de placement en rétention d'un étranger..... alerte 127 (nov.)

Principe de fraternité
 Délit de solidarité
Question prioritaire de constitutionnalité..... alerte 96 (juill.)

Question prioritaire de constitutionnalité
 Obligation de quitter le territoire français
Délais de recours et de jugement..... alerte 89 (juill.)

EXPROPRIATION

Indemnité
 Calcul du montant
Date de référence..... alerte 39 (mars)

Projet d'intérêt général
 Enclavement
Indemnité de emploi..... alerte 84 (juin)

F

FINANCES ET COMPTABILITÉ PUBLIQUES

Avances
 Programme d'investissement d'avenir
Marchés publics..... alerte 61 (mai)

Chronique droit administratif et droit public financier
 Procédure administrative contentieuse
Écotaxe..... chron. 1 (mars)

Loi de finances pour 2018
 Taxe d'habitation
Impôt de solidarité sur la fortune..... alerte 22 (févr.)

Loi de finances rectificative pour 2017
 Contribution exceptionnelle
Principe d'égalité devant la loi et devant les charges publiques..... alerte 3 (janv.)

Loi de programmation des finances publiques
 Plafonnement
Projection pluriannuelle..... alerte 32 (mars)

FONCTION PUBLIQUE

Abandon de poste
 Congé maladie
Certificat de complaisance..... prat. 2 (avr.)

Agent contractuel
 Reclassement
Inaptitude physique..... alerte 93 (juill.)

Enseignement supérieur
 Procédure disciplinaire
Mesure conservatoire..... alerte 128 (nov.)

- Fonctionnaire territorial**
 - Mandat d'élu local
 - Suspension du contrat de travail*..... **alerte 50 (avr.)**
- Militaires**
 - Officier supérieur
 - Obligation de réserve et de loyauté*..... **comm. 3 (janv.)**
- Obligation de reclassement**
 - Inaptitude physique
 - Volonté de l'agent*..... **comm. 50 (oct.)**
- Protection fonctionnelle**
 - Périmètre
 - Extension*..... **étude 12 (nov.)**

FRANCOPHONIE

- Promotion de la langue française**
 - Rôle de l'État
 - Services publics*..... **alerte 71 (mai)**

G

GOUVERNEMENT

- Circulaire**
 - Écriture inclusive
 - Féminisation*..... **alerte 13 (janv.)**
- Ministre de l'Économie**
 - Exercice du pouvoir d'évocation
 - Contrôle des concentrations*..... **alerte 111 (août-sept.)**

I

INNOVATION

- Intelligence artificielle**
 - Croissance économique
 - Danger pour l'État*..... **alerte 73 (mai)**

J

JUSTICE

- Terrorisme**
 - Comité mémoriel
 - Rapport*..... **alerte 135 (nov.)**

JUSTICE ADMINISTRATIVE

- Modes alternatifs de règlement des litiges**
 - Médiation
 - Convention*..... **alerte 28 (févr.)**

L

LÉGISTIQUE

- Simplification du droit**
 - Écriture
 - Sécurité juridique*..... **alerte 103 (août-sept.)**

O

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE

- Indépendance des magistrats du parquet**
 - Séparation des pouvoirs
 - Conciliation*..... **alerte 6 (janv.)**
- Inspection générale de la justice**
 - Cour de cassation
 - Garanties nécessaires au respect de l'indépendance de l'autorité judiciaire*..... **alerte 67 (mai)**

P

PARLEMENT

- Commission indépendante**
 - Article 25 de la Constitution
 - Nomination du président*..... **alerte 23 (févr.)**

PATRIMOINE

- Archives publiques**
 - Qualification
 - Gouvernement légal de la France*... **comm. 43 (août-sept.)**
- Télégrammes adressés par le général de Gaulle
 - Activité de l'État*..... **alerte 81 (juin)**

POLICE

- Liberté de circulation des mineurs**
 - Interdiction
 - Ordre public*..... **alerte 116 (oct.)**
- Ordre public**
 - Prévention
 - Rapport du Défenseur des droits*..... **alerte 43 (mars)**

POLICE ADMINISTRATIVE

- Conditions de légalité**
 - Caractère discriminatoire
 - Contrôle du juge*..... **comm. 15 (mars)**
- Contrôle normal du juge**
 - Obligation d'agir
 - Police des déchets*..... **comm. 4 (janv.)**
- Loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme**
 - Conformité à la Constitution
 - Police spéciale de la prévention du terrorisme*..... **comm. 38 (juill.)**
- Mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance**
 - Conformité à la Constitution
 - Contrôle juridictionnel*..... **comm. 28 (mai)**

PROCÉDURE

- Contrôle des juridictions judiciaires**
 - Inspection générale de la justice
 - Principe d'indépendance de l'autorité judiciaire*..... **comm. 40 (août-sept.)**
- Moyen soulevé en première instance**
 - Précision
 - Appréciation du bien-fondé d'un moyen*..... **alerte 146 (déc.)**
- Recours**
 - Délai raisonnable
 - Décision à objet purement pécuniaire*..... **alerte 69 (mai)**
 - Principe de sécurité juridique*..... **alerte 68 (mai)**
- Représentation obligatoire**
 - Obligation continue jusqu'à la fin de la procédure
 - Révocation d'un avocat*..... **alerte 65 (mai)**

PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

- Autorité de la chose jugée**
 - Constatacion matérielle des faits
 - Moyen d'ordre public*..... **alerte 48 (avr.)**
 - Étendue à l'égard du juge administratif
 - Moyen d'ordre public*..... **comm. 32 (juin)**
- Chronique**
 - Code des relations entre le public et l'administration
 - Information et participation du public*..... **chron. 2 (avr.)**
- Décision faisant grief**
 - Appréciation indépendante de l'obligation de motivation et de respect des droits de la défense
 - Notions d'urgence et d'urgence absolue*..... **comm. 55 (nov.)**
- Délai de recours**
 - Forclusion
 - Décision obtenue par fraude*..... **comm. 33 (juin)**
- Observations orales à l'audience**
 - Qualité de partie
 - Partie intéressée au litige*..... **alerte 130 (nov.)**
- Question prioritaire de constitutionnalité**
 - Conséquences de l'abrogation juridictionnelle d'une loi sur ses règlements d'application
 - Effet immédiat*..... **comm. 54 (nov.)**
- Recours**
 - Acte administratif obtenu par fraude
 - Intérêt à agir..... **alerte 49 (avr.)**

Recours pour excès de pouvoir

Annulation d'un refus de permis de construire

Autorité de chose jugée..... **alerte 145 (déc.)**

Solidarité nationale

Comité national des retraités et des personnes âgées

Consultation..... **alerte 8 (janv.)**

PROPRIÉTÉS PUBLIQUES

Régime juridique

Droit comparé

Royaume-Uni..... **étude 7 (juin)**

Q

QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

Assignation à résidence

Liberté d'aller et venir

Conformité à la Constitution..... **alerte 46 (avr.)**

Autorité de la concurrence

Pouvoirs du président

Opération de concentration..... **alerte 79 (juin)**

Bilan

Juridictions suprêmes

Convergence..... **alerte 97 (juill.)**

Déclaration d'inconstitutionnalité

Effet

Annulation rétroactive..... **alerte 92 (juill.)**

Domaine public de l'État

Inaliénabilité

Imprescriptibilité..... **alerte 141 (déc.)**

Étrangers

Arrêté de reconduite à la frontière

Délai de contestation..... **alerte 139 (déc.)**

Expropriation pour cause d'utilité publique

Risques naturels majeurs

Erosion côtière..... **alerte 78 (juin)**

Procédure judiciaire

Avocat commis d'office

Approbation des motifs d'excuse ou d'empêchement par le président de la cour d'assises..... **alerte 80 (juin)**

Procédure pénale

Perquisition

Présence d'un journaliste..... **alerte 47 (avr.)**

Urbanisme

Lotissement

Modification du cahier des charges..... **alerte 140 (déc.)**

R

RESPONSABILITÉ

Responsabilité de l'État pour faute lourde

Lutte contre le terrorisme

Défaillance des services de renseignement intérieur..... **comm. 56 (nov.)**

Responsabilité hospitalière

Infection nosocomiale

Notion..... **alerte 66 (mai)**

Responsabilité pour faute de l'État

Accueil des harkis en France

Condition de vie indignes..... **comm. 61 (déc.)**

Administration pénitentiaire

Suicide d'un détenu..... **comm. 16 (mars)**

RÔLE DU JUGE

Traité international

Réserves

Appréciation de validité..... **alerte 142 (déc.)**

S

SANTÉ

Agence nationale de sécurité du médicament

Recommandation temporaire d'utilisation

Baclofène..... **alerte 95 (juill.)**

Arrêt des traitements

Obstination déraisonnable

Conventionnalité..... **alerte 55 (avr.)**

Assurance maladie

Équilibre

Loi de financement de la sécurité sociale..... **alerte 19 (févr.)**

Fin de vie

Arrêt des traitements

Obstination déraisonnable..... **alerte 26 (févr.)**

Liberté religieuse

Port de signes religieux

Laïcité..... **comm. 5 (janv.)**

Sport

Dopage

Droit au respect de la vie privée et familiale..... **alerte 41 (mars)**

Vaccination obligatoire

Mention mensongère

Radiation du tableau de l'ordre des médecins..... **alerte 38 (mars)**

SERVICES PUBLICS

Principes

Neutralité commerciale

Publicité..... **alerte 45 (avr.)**

SERVICES PUBLICS ET RÉGULATION

Aides d'État

Établissement public à caractère industriel et commercial

Présomption d'avantage sélectif..... **comm. 57 (nov.)**

Énergie

Chèque-énergie

Rapport..... **comm. 23 (avr.)**

Électricité

Tarifs réglementés..... **comm. 39 (juill.)**

Fiscalité

Contribution au service public de l'électricité..... **comm. 51 (oct.)**

Énergies renouvelables

Soutien

Politiques publiques..... **comm. 44 (août-sept.)**

Intervention de l'État

Actionnariat public

Régime juridique..... **comm. 11 (févr.)**

Transport

Concurrence intermodale

Libéralisation..... **comm. 62 (déc.)**

Transport interurbain par autocar

Substituabilité de service..... **comm. 34 (juin)**

Transport ferroviaire

Réforme de la SNCF

Ouverture à la concurrence..... **comm. 29 (mai)**

Transport interurbain par autocar

Service librement organisé

Atteinte à l'équilibre économique..... **comm. 6 (janv.)**

Transport routier

Aéroport de Beauvais

Monopole..... **comm. 17 (mars)**

SPORT

Agence française de lutte contre le dopage

Sanction disciplinaire

Principe d'impartialité..... **alerte 33 (mars)**

Jeux olympiques et paralympiques de 2024

Législation spéciale

Comité national olympique..... **alerte 75 (mai)**

Service public

Intérêt général

Financement..... **alerte 147 (déc.)**

T

TRANSPORT

Transport ferroviaire

Rapport Spinetta

Réforme..... **alerte 72 (mai)**

Réforme

Ouverture à la concurrence..... **alerte 112 (août-sept.)**

Index alphabétique général

U

URBANISME

Aménagement du territoire

Projet EuropaCity

Zone d'aménagement concerté..... **alerte 88 (juill.)**

Document d'urbanisme

Vice

Régularisation..... **alerte 36 (mars)**

Permis de construire

Délai de validité

Suspension du délai..... **alerte 51 (avr.)**

Recours

Régularisation par voie de permis

modificatif..... **alerte 64 (mai)**

Plan local d'urbanisme

Protection de l'environnement

Libre arbitre environnemental..... **étude 3 (févr.)**

V

VIE PUBLIQUE

Confiance

Déontologie

Transparence..... **étude 1 (janv.)**

Transparence

Déontologie

Devoir de réserve des magistrats..... **alerte 52 (avr.)**

2017

Juillet

CE, **28 juill. 2017**, n° 390740, Boutaleb et a. : JurisData n° 2017-014911 (*Liberté religieuse*) **comm. 5 (janv.)**

Septembre

CE, **22 sept. 2017**, n° 404921, Piquemal : JurisData n° 2017-018705 (*Militaires*) **comm. 3 (janv.)**

CE, **22 sept. 2017**, n° 400825, SCI APS : JurisData n° 2017-018704 (*Délimitation des rivages de la mer*) **comm. 9 (févr.)**

CE, **28 sept. 2017**, n° 409770, Sté Altice Luxembourg et sté SFR Group : JurisData n° 2017-018810 (*Concentration d'entreprises*) **comm. 12 (mars)**

Octobre

CE, **13 oct. 2017**, n° 397031, Cne Six-Fours-les-Plages : JurisData n° 2017-019960 (*Obligation d'agir*) **comm. 4 (janv.)**

CE, 2^e et 7^e ch. réunies, **16 oct. 2017**, n° 408374 : JurisData n° 2017-020428 (*Délivrance d'un visa au titre de l'asile*) **comm. 10 (févr.)**

Cons. const., **20 oct. 2017**, n° 2017-666 QPC, Jean-Marc L : JurisData n° 2017-020953 (*Charte de déontologie de la juridiction administrative*) **comm. 1 (janv.)**

CAA Paris, **24 oct. 2017**, n° 16PA03429, Sté Wagram Voyages : JurisData n° 2017-028829 (*Marchés à bons de commande*) **comm. 21 (avr.)**

CE, **25 oct. 2017**, n° 402921, Cne Croisic : JurisData n° 2017-020997 (*Biens de retour*) **comm. 2 (janv.)**

CE, **25 oct. 2017**, n° 396990, Féd. morbihannaise de la libre-pensée et a. : JurisData n° 2017-020987 (*Acte administratif non créateur de droit*) **comm. 7 (févr.)**

Novembre

CE, **08 nov. 2017**, n° 375704, Assoc. spirituelle de l'Église de scientologie Celebrity Centre : JurisData n° 2017-022108 (*Refus de communication*) **comm. 14 (mars)**

CE, **15 nov. 2017**, n° 403275, Ligue des droits de l'homme : JurisData n° 2017-023020 (*Conditions de légalité*) **comm. 15 (mars)**

CE, **17 nov. 2017**, n° 400939, Synd. nat. états et résidences privés pour les personnes âgées : JurisData n° 2017-023076 (*Procédure administrative*) **alerte 8 (janv.)**

Cass. soc., **22 nov. 2017**, n° 13-19.855 : JurisData n° 2017-023284 (*Cultes*) **alerte 10 (janv.)**

Cons. const., **24 nov. 2017**, n° 2017-675 QPC (*Autorités administratives indépendantes*) **alerte 2 (janv.)**

CE, **24 nov. 2017**, n° 396294, Cooper : JurisData n° 2017-023621 (*Contentieux*) **alerte 9 (janv.)**

Cons. const., **29 nov. 2017**, n° 2017-755 DC (*Finances et comptabilité publiques*) **alerte 3 (janv.)**

Cons. const., **30 nov. 2017**, n° 2017-674 QPC (*Étrangers*) **alerte 4 (janv.)**

Décembre

Cons. const., **1^{er} déc. 2017**, n° 2017-677 QPC (*État d'urgence*) **alerte 5 (janv.)**

CE, **4 déc. 2017**, n° 413366, Min. Intérieur c/ Région Pays-de-la-Loire : JurisData n° 2017-024882 (*Clause d'interprétariat*) **comm. 8 (févr.)**

CE, **6 déc. 2017**, n° 403944, Union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens et de cérébro-lésés (*Santé*) **alerte 26 (févr.)**

Cons. const., **8 déc. 2017**, n° 2017-680 QPC (*Organisation judiciaire*) **alerte 6 (janv.)**

T. confl., **11 déc. 2017**, n° 4103, Cne Capbreton (*Compétence judiciaire*) **alerte 15 (janv.)**

T. confl., **11 déc. 2017**, n° 4104, Sté ESSO SAF c/ Min. de l'Action et des Comptes publics (*Compétence judiciaire*) **alerte 16 (janv.)**

CE, **13 déc. 2017**, n° 411788, Président du Sénat (*Parlement*) **alerte 23 (févr.)**

CE, **13 déc. 2017**, n° 401799, 401830, 401912, Sté Bouygues Télécom et a. (*Autorités administratives indépendantes*) **alerte 25 (févr.)**

CE, **13 déc. 2017**, n° 411788, Président du Sénat : JurisData n° 2017-025793 (*Commission indépendante chargée de contrôler les redécoupages des circonscriptions*) **comm. 19 (avr.)**

CE, **13 déc. 2017**, n° 401799 : JurisData n° 2017-025791 (*Recevabilité du recours dirigé contre des lignes directrices*) **comm. 26 (mai)**

Cons. const., **15 déc. 2017**, n° 2017-682 QPC (*Droits fondamentaux*) **alerte 21 (févr.)**

CE, **15 déc. 2017**, n° 402259, Brillault (*Acte administratif*) **alerte 24 (févr.)**

CE, **15 déc. 2017**, n° 403776, Sté Odeolis (*Données à caractère personnel*) **alerte 27 (févr.)**

CE, **15 déc. 2017**, n° 413193, Synd. mixte de l'aéroport de Lannion, Côte de granit : JurisData n° 2017-025787 (*Concessions et délégations de service public*) **comm. 13 (mars)**

CE, **15 déc. 2017**, n° 402259, Brillault : JurisData n° 2017-026033 (*Délibération du Conseil économique, social et environnemental*) **comm. 18 (avr.)**

CE, **15 déc. 2017**, n° 408550, Sté Ryanair Designated Activity Company et Sté Airport Marketing Services Limited : JurisData n° 2017-025734 (*Recouvrement d'une créance contractuelle*) **comm. 37 (juill.)**

CE, **20 déc. 2017**, n° 408562, Sté Area Impianti : JurisData n° 2017-026066 (*Prix dans un marché public*) **comm. 30 (juin)**

CE, sect., **22 déc. 2017**, n° 408811, Rafaa (*Étrangers*) **alerte 35 (mars)**

CE, sect., **22 déc. 2017**, n° 395963, Cne Sempy (*Urbanisme*) **alerte 36 (mars)**

CE, **22 déc. 2017**, n° 410561, Assoc. SOS Education et a. (*Enseignement*) **alerte 37 (mars)**

CE, **22 déc. 2017**, n° 406360 (*Santé publique*) **alerte 38 (mars)**

Cons. const., **28 déc. 2017**, n° 2017-758 DC (*Finances et comptabilité publiques*) **alerte 22 (févr.)**

CE, **28 déc. 2017**, n° 400560 : JurisData n° 2017-026466 (*RESPONSABILITÉ POUR FAUTE DE L'ÉTAT*) **comm. 16 (mars)**

TA Nice, **28 déc. 2017**, n° 1705304 : JurisData n° 2017-029161 (*Procédure de passation d'un marché public*) **comm. 31 (juin)**

2018

Janvier

Cons. const., **11 janv. 2018**, n° 2017-684 QPC, Assoc. La Cabane juridique / Legal Shelter et a. : JurisData n° 2018-000070 (*Liberté d'aller et venir*) **comm. 27 (mai)**

CEDH, **18 janv. 2018**, n° 48151/11 et n° 77769/13, Fédération nationale des associations et des syndicats sportifs (FNASS) et a. c/ France (*Santé publique*) **alerte 41 (mars)**

TA Rennes, **24 janv. 2018**, n° 1800302 (*Droits et libertés fondamentaux*) **alerte 57 (avr.)**

CJUE, **25 janv. 2018**, n° C-473/16, M. F. c/ Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal (*Étrangers*) **alerte 42 (mars)**

CEDH, **25 janv. 2018**, Afiri et Biddarri c/ France (*Santé publique*) **alerte 55 (avr.)**

Cass. 3^e civ., **25 janv. 2018**, n° 16-25.138, M^{me} Marie-France. X et a. c/ Établissement public foncier Provence Alpes Côte d'Azur (*Expropriation*) **alerte 39 (mars)**

CE, **26 janv. 2018**, n° 409618, Sté Var Auto : JurisData n° 2018-000579 (*Théorie de l'accessoire*) **comm. 22 (avr.)**

Table chronologique de jurisprudence

Février

Cons. const., 2 févr. 2018 , n° 2017-688 QPC (<i>Sport</i>).....	alerte 33 (mars)
Cons. const., 2 févr. 2018 , n° 2017-687 QPC (<i>Domaine</i>).....	alerte 34 (mars)
CE, 5 févr. 2018 , n° 407149, Sté Cora (<i>Procédure administrative</i>).....	alerte 49 (avr.)
CE, 5 févr. 2018 , n° 416581, Ville de Paris et Sté des mobiliers urbains pour la publicité et l'information : JurisData n° 2018-001385 (<i>Concession de services</i>).....	comm. 20 (avr.)
CE, 5 févr. 2018 , n° 407149, SCI Cora : JurisData n° 2018-001383 (<i>Délai de recours</i>).....	comm. 33 (juin)
ARAFER, 12 févr. 2018 , n° 2018-09 (<i>Transport</i>).....	comm. 34 (juin)
T. confl., 12 févr. 2018 , n° 4108, Morin : JurisData n° 2018-001580 (<i>Service public des caisses de crédit municipal</i>).....	comm. 36 (juill.)
T. confl., 12 févr. 2018 , n° 4112, Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Paris c/ M. Zeghdaoui (<i>Compétence administrative</i>).....	alerte 58 (avr.)
T. confl., 12 févr. 2018 , n° 4108, Morin c/ Crédit municipal de Paris (<i>Compétence judiciaire</i>).....	alerte 59 (avr.)
T. confl., 12 févr. 2018 , n° 4110, Gueye c/ Agent judiciaire de l'État (<i>Compétence administrative</i>).....	alerte 60 (avr.)
T. confl., 12 févr. 2018 , n° 4111, Min. Justice c/ T. : JurisData n° 2018-001874 (<i>Collaborateur occasionnel du service public</i>).....	comm. 24 (mai)
T. confl., 12 févr. 2018 , n° 4110 : JurisData n° 2018-001872 (<i>Confiscation de documents d'identité</i>).....	comm. 25 (mai)
Cons. const., 16 févr. 2018 , n° 2017-691 QPC (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 46 (avr.)
Cons. const., 16 févr. 2018 , n° 2017-691 QPC, Ben Abbes : JurisData n° 2018-002673 (<i>Loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme</i>).....	comm. 28 (mai)
CE, sect., 16 févr. 2018 , n° 395371, Thomas (<i>Procédure administrative</i>).....	alerte 48 (avr.)
CE, sect., 16 févr. 2018 , n° 395371, Thomas : JurisData n° 2018-002682 (<i>Autorité de la chose jugée au pénal</i>).....	comm. 32 (juin)
CE, 20 févr. 2018 , n° 401731, Faucon Lambert (<i>Fonction publique</i>).....	alerte 50 (avr.)
CE, 21 févr. 2018 , n° 402109, Cne Crest Voland (<i>Urbanisme</i>).....	alerte 51 (avr.)
CE, 21 févr. 2018 , n° 409286, Dpt Calvados : JurisData n° 2018-002330 (<i>Compensation financière</i>).....	comm. 35 (juill.)
CE, 21 févr. 2018 , n° 404879, Région Provence-Alpes-Côte d'azur : JurisData n° 2018-002328 (<i>Compensation financière</i>).....	comm. 35 (juill.)

Mars

Cons. const., 2 mars 2018 , n° 2017-693 QPC (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 47 (avr.)
CE, 7 mars 2018 , n° 404079 et 404080, Bloch (<i>Urbanisme</i>).....	alerte 64 (mai)
CE, 7 mars 2018 , n° 415125, Bourse du travail de Paris : JurisData n° 2018-003119 (<i>Bourse du travail de Paris</i>).....	comm. 48 (oct.)
CE, 9 mars 2018 , n° 409972, C ^{ie} des parcs et passeurs du Mont Saint Michel (<i>Contrats</i>).....	alerte 63 (mai)
CE, 9 mars 2018 , n° 401386, Cté d'agglomération du pays ajaccien (<i>Procédure</i>).....	alerte 68 (mai)
CE, 9 mars 2018 , n° 405355, Cté de communes du pays roussillonnais (<i>Procédure</i>).....	alerte 69 (mai)
CE, sect., 23 mars 2018 , n° 406802, Sté Patrice Parmentier Automobiles (<i>Procédure</i>).....	alerte 65 (mai)
CE, sect., 23 mars 2018 , n° 402237 (<i>Responsabilité</i>).....	alerte 66 (mai)
CE, sect., 23 mars 2018 , n° 406066, Synd. Force-Ouvrière Magistrats et a. (<i>Organisation administrative et judiciaire</i>).....	alerte 67 (mai)
CE, sect., 23 mars 2018 , n° 406066, 406497, 406498 et 407474, Synd. FO Magistrats et a. : JurisData n° 2018-004101 (<i>Inspection des juridictions judiciaires</i>).....	comm. 40 (août-sept.)
Cons. const., 29 mars 2018 , n° 2017-695 QPC (<i>Droits et libertés fondamentaux</i>).....	alerte 62 (mai)

Cons. const., 29 mars 2018 , n° 2017-695 QPC, Belfredj et Ligue des droits de l'homme : JurisData n° 2018-004947 (<i>Loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme</i>).....	comm. 38 (juill.)
Cass. 3 ^e civ., 29 mars 2018 , n° 17-11.507, Jean-Pierre Y. c/ Cne Ramonville-Saint-Agne (<i>Expropriation</i>).....	alerte 84 (juin)

Avril

Cons. const., 6 avr. 2018 , n° 2018-698 QPC, Synd. secondaire Le Signal (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 78 (juin)
CE, 11 avr. 2018 , n° 417206, Féd. des acteurs de la solidarité et a. (<i>Étrangers</i>).....	alerte 83 (juin)
CE, 11 avr. 2018 , n° 412462, Bekadi : JurisData n° 2018-005907 (<i>Acquisition de la nationalité française</i>).....	comm. 49 (oct.)
CE, ass., 13 avr. 2018 , n° 410939, Assoc. du musée des lettres et manuscrits et a. (<i>Patrimoine</i>).....	alerte 81 (juin)
CE, ass., 13 avr. 2018 , n° 397047, Établissement public du domaine national de Chambord (<i>Domaine</i>).....	alerte 82 (juin)
CE, ass., 13 avr. 2018 , n° 397047, Établissement public du domaine national de Chambord : JurisData n° 2018-005924 (<i>Image des biens publics</i>).....	comm. 42 (août-sept.)
CE, ass., 13 avr. 2018 , n° 410939, Assoc. du musée des lettres et manuscrits et a. : JurisData n° 2018-005778 (<i>Archives publiques</i>).....	comm. 43 (août-sept.)
CJUE, 17 avr. 2018 , n° aff. C-441/17, Comm. c/ Pologne (<i>Environnement</i>).....	alerte 87 (juin)
CEDH, 18 avr. 2018 , n° 41841/12, Ottan c/ France (<i>Droits et libertés fondamentaux</i>).....	alerte 86 (juin)
Cons. const., 20 avr. 2018 , n° 2018-702 QPC, Sté FNAC Darty (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 79 (juin)

Mai

Cons. const., 4 mai 2018 , n° 2018-704 QPC (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 80 (juin)
Cass. crim., 9 mai 2018 , n° 17-85.737 (<i>Étrangers</i>).....	alerte 96 (juill.)
T. confl., 14 mai 2018 , n° 4119, Sté Batimap c/ Cne Nogent-sur-Seine (<i>Compétence</i>).....	alerte 101 (juill.)
T. confl., 14 mai 2018 , n° 4120, Vauléon c/ Centre national d'enseignement à distance (CNED) (<i>Compétence</i>).....	alerte 102 (juill.)
CE, ass., 18 mai 2018 , n° 414583, Féd. des finances et affaires économiques de la CFDT (<i>Acte administratif</i>).....	alerte 91 (juill.)
CE, 18 mai 2018 , n° 413688 et 414656, Sté Engie et Assoc. nationale des opérateurs détaillants en énergie (ANODE) : JurisData n° 2018-008258 (<i>Énergie</i>).....	comm. 39 (juill.)
CE, ass., 18 mai 2018 , n° 414583, Féd. des finances et affaires économiques de la CFDT : JurisData n° 2018-008095 (<i>Contestation d'un acte réglementaire</i>).....	comm. 45 (oct.)
CE, 23 mai 2018 , n° 417607 (<i>Santé publique</i>).....	alerte 95 (juill.)
CEDH, 24 mai 2018 , n° 24683/14, Sté Roj TV c/ Danemark (<i>Droits fondamentaux</i>).....	alerte 98 (juill.)
TA Grenoble, 24 mai 2018 , n° 1701663 : JurisData n° 2018-009272 (<i>Démocratie participative locale</i>).....	comm. 53 (nov.)
CE, 25 mai 2018 , n° 407336 (<i>Fonction publique</i>).....	alerte 93 (juill.)
CE, 25 mai 2018 , n° 416825, Sté Philippe Védiaud Publicité et Cne Saint-Thibault-des-Vignes (<i>Contrats</i>).....	alerte 94 (juill.)
CE, 25 mai 2018 , n° 417350, Préfet des Yvelines : JurisData n° 2018-009063 (<i>Délivrance d'une autorisation d'urbanisme</i>).....	comm. 41 (août-sept.)
CE, 25 mai 2018 , n° 407336, M. A c/ Pôle emploi : JurisData n° 2018-008463 (<i>Obligation de reclassement</i>).....	comm. 50 (oct.)
CE, 30 mai 2018 , n° 400912, Schreuerx (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 92 (juill.)
CE, 30 mai 2018 , n° 400912, Schreuer : JurisData n° 2018-009611 (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	comm. 54 (nov.)

Juin

Cons. const., 1^{er} juin 2018 , n° 2018-709 QPC (<i>Étrangers</i>).....	alerte 89 (juill.)
---	---------------------------

Table chronologique de jurisprudence

CE, 6 juin 2018 , n° 410774, Ligue des droits de l'homme c/ Cne Béziers (Police).....	alerte 116 (oct.)
CE, 6 juin 2018 , n° 411053, Sté Orange (Contrats).....	alerte 117 (oct.)
CE, 6 juin 2018 , n° 410651 : JurisData n° 2018-009810 (Protection du domaine public maritime).....	comm. 47 (oct.)
CE, 6 juin 2018 , n° 410985 : JurisData n° 2018-009718 (Notion d'urgence).....	comm. 55 (nov.)
Cons. const., 8 juin 2018 , n° 2018-711 QPC, Communauté d'agglomération du Grand Sénonais : JurisData n° 2018-009819 (Dotations d'intercommunalité).....	comm. 46 (oct.)
CE, 18 juin 2018 , n° 415046, Susnjar (Droit pénal).....	alerte 119 (oct.)
CE, 27 juin 2018 , n° 412039, Union des associations diocésaines de France et a. (Cultes).....	alerte 118 (oct.)
CE, 27 juin 2018 , n° 419595, SNESUP-FSU : JurisData n° 2018-011178 (Principe de laïcité).....	comm. 60 (déc.)
CE, sect., 29 juin 2018 , n° 402251, Min. Intérieur c/ Cté communes de la vallée de l'Ubaye (Contrats).....	alerte 120 (oct.)
CE, 29 juin 2018 , n° 395963, Cne Sempy : JurisData n° 2018-011313 (Document d'urbanisme).....	comm. 52 (oct.)
CE, sect., 29 juin 2018 , n° 402251, Min. Intérieur c/ Communauté cnes la vallée de l'Ubaye : JurisData n° 2018-011426 (Biens de retour).....	comm. 59 (déc.)

Juillet

T. confl., 2 juill. 2018 , n° 4123, Féd. nationale du personnel de l'encadrement de l'informatique, des études, du conseil et de l'ingénierie CFE-CGC (FIECI CFE-CGC) et a. c/ DIRECTÉ Île-de-France (Compétence).....	alerte 125 (oct.)
Cass. 3 ^e civ., 5 juill. 2018 , n° 12-27.823, M. X. c/ Cne Marmande (Contentieux).....	alerte 121 (oct.)
CJUE, 10 juill. 2018 , n° C-25/17, Tietosuojavaltuutettu c/ Jehovan todistajat - uskonnollinen yhdyskunta (Droit de l'Union européenne).....	alerte 124 (oct.)
CE, 18 juill. 2018 , n° 418844 : JurisData n° 2018-012892 (Fonction publique).....	alerte 128 (nov.)
CE, 18 juill. 2018 : JurisData n° 2018-012890 (Lutte contre le terrorisme).....	comm. 56 (nov.)

CJUE, 25 juill. 2018 , n° C-103/17, Messer France (Énergie et fiscalité).....	comm. 51 (oct.)
Cons. const., 26 juill. 2018 , n° 2018-768 DC (Constitution).....	alerte 115 (oct.)
CE, avis, 26 juill. 2018 , n° 419204, M. B. c/ Min. Intérieur : JO 29 juill. 2018, texte 33 (Acte administratif).....	alerte 113 (oct.)
CE, avis, 26 juill. 2018 , n° 419204, Beaumont : JurisData n° 2018-013300 (Délai de retrait).....	comm. 58 (déc.)

Septembre

CEDH, 4 sept. 2018 , n° 6810/09, Fatih Tas c/ Turquie (Droits fondamentaux).....	alerte 132 (nov.)
Cons. const., 6 sept. 2018 , n° 2018-770 DC (Étrangers).....	alerte 127 (nov.)
CJUE, 19 sept. 2018 , n° C-438/16, Commission c/ France et IFP Énergies nouvelles (Établissement public).....	alerte 134 (nov.)
CJUE, 19 sept. 2018 , n° C-438/16, Commission c/ France et IFP Énergies nouvelles (Aides d'État et EPIC).....	comm. 57 (nov.)
CE, 24 sept. 2018 , n° 408825, Krumeich : JurisData n° 2018-016436 (Procédure administrative).....	alerte 130 (nov.)
CE, avis, 27 sept. 2018 , n° 420119, Assoc. Danger de tempête sur le patrimoine rural et a. : JurisData n° 2018-016453 (Contentieux).....	alerte 129 (nov.)

Octobre

CE, 3 oct. 2018 , n° 406222 (Étrangers).....	alerte 143 (déc.)
CE, 3 oct. 2018 , n° 414156, Safradou (Procédure).....	alerte 146 (déc.)
CE, 3 oct. 2018 , n° 410611 : JurisData n° 2018-016855 (Responsabilité pour faute de l'État).....	comm. 61 (déc.)
T. confl., 8 oct. 2018 , n° 4133, ONIAM c/ Sté Axa France lard : JurisData n° 2018-017462 (Compétence).....	alerte 153 (déc.)
CE, ass., 12 oct. 2018 , n° 408567, SARL Super Coiffeur (Rôle du juge).....	alerte 142 (déc.)
CE, 12 oct. 2018 , n° 412104, Sté Néonen (Procédure).....	alerte 145 (déc.)
Cons. const., 19 oct. 2018 , n° 2018-741 QPC (Question prioritaire de constitutionnalité).....	alerte 139 (déc.)
Cons. const., 19 oct. 2018 , n° 2018-740 QPC (Question prioritaire de constitutionnalité).....	alerte 140 (déc.)
Cons. const., 26 oct. 2018 , n° 2018-743 QPC (Question prioritaire de constitutionnalité).....	alerte 141 (déc.)

TABLE ALPHABÉTIQUE DU NOM DES PARTIES

A

- Afiri et Biddarri c/ France**, CEDH, 25 janv. 2018 (*Santé publique*)..... **alerte 55 (avr.)**
- Antovic et Mirkovic c/ Monténégro**, CEDH, 28 nov. 2011, n° 70838/13 (*Droits fondamentaux*)..... **alerte 12 (janv.)**
- Assoc. Danger de tempête sur le patrimoine rural et a.**, CE avis, 27 sept. 2018, n° 420119 : JurisData n° 2018-016453 (*Contentieux*)..... **alerte 129 (nov.)**
- Assoc. du musée des lettres et manuscrits et a.**, CE ass., 13 avr. 2018, n° 410939 : JurisData n° 2018-005778 (*Patrimoine – Archives publiques*)..... **alerte 81 (juin)**
comm. 43 (août-sept.)
- Assoc. La Cabane juridique / Legal Shelter et a.**, Cons. const., 11 janv. 2018, n° 2017-684 QPC : JurisData n° 2018-000070 (*Liberté d'aller et venir*)..... **comm. 27 (mai)**
- Assoc. SOS Education et a.**, CE, 22 déc. 2017, n° 410561 (*Enseignement*)..... **alerte 37 (mars)**
- Assoc. spirituelle de l'Église de scientologie**
- Celebrity Centre**, CE, 8 nov. 2017, n° 375704 : JurisData n° 2017-022108 (*Refus de communication*)..... **comm. 14 (mars)**
- Assoc. Saint-Hubert**, CE sect., 5 oct. 2008, n° 407715 (*Environnement*)..... **alerte 144 (déc.)**

B

- Beaumont**, CE avis, 26 juill. 2018, n° 419204 : JurisData n° 2018-013300 (*Délai de retrait*)..... **comm. 58 (déc.)**
- Bekadi**, CE, 11 avr. 2018, n° 412462 : JurisData n° 2018-005907 (*Acquisition de la nationalité française*)..... **comm. 49 (oct.)**
- Belfredj et Ligue des droits de l'homme**, Cons. const., 29 mars 2018, n° 2017-695 QPC : JurisData n° 2018-004947 (*Loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme*)..... **comm. 38 (juill.)**
- Ben Abbes**, Cons. const., 16 févr. 2018, n° 2017-691 QPC : JurisData n° 2018-002673 (*Loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme*)..... **comm. 28 (mai)**
- Bloch**, CE, 7 mars 2018, n° 404079 et 404080 (*Urbanisme*)..... **alerte 64 (mai)**
- Bourse du travail de Paris**, CE, 7 mars 2018, n° 415125 : JurisData n° 2018-003119 (*Bourse du travail de Paris*)..... **comm. 48 (oct.)**
- Boutaleb et a.**, CE, 28 juill. 2017, n° 390740 : JurisData n° 2017-014911 (*Liberté religieuse*)..... **comm. 5 (janv.)**
- Brillault**, CE, 15 déc. 2017, n° 402259 : JurisData n° 2017-026033 (*Acte administratif – Délibération du Conseil économique, social et environnemental*)..... **alerte 24 (févr.)**
comm. 18 (avr.)

C

- Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Paris c/ M. Zeghdaoui**, T. confl., 12 févr. 2018, n° 4112 (*Compétence administrative*)..... **alerte 58 (avr.)**
- C^{ie} des parcs et passeurs du Mont Saint-Michel**, CE, 9 mars 2018, n° 409972 (*Contrats*)..... **alerte 63 (mai)**
- Cne Capbreton**, T. confl., 11 déc. 2017, n° 4103 (*Compétence judiciaire*)..... **alerte 15 (janv.)**
- Cne Crest Volland**, CE, 21 févr. 2018, n° 402109 (*Urbanisme*)..... **alerte 51 (avr.)**
- Cne Croisic**, CE, 25 oct. 2017, n° 402921 : JurisData n° 2017-020997 (*Biens de retour*)..... **comm. 2 (janv.)**
- Cne Sempy**, CE sect., 22 déc. 2017, n° 395963 (*Urbanisme*)..... **alerte 36 (mars)**
- Cne Sempy**, CE, 29 juin 2018, n° 395963 : JurisData n° 2018-011313 (*Document d'urbanisme*)..... **comm. 52 (oct.)**
- Cne Six-Fours-les-Plages**, CE, 13 oct. 2017, n° 397031 : JurisData n° 2017-019960 (*Obligation d'agir*)..... **comm. 4 (janv.)**
- Commission c/ France et IFP Énergies nouvelles**, CJUE, 19 sept. 2018, n° C-438/16 (*Établissement public – Aides d'État et EPIC*)..... **alerte 134 (nov.)**
comm. 57 (nov.)
- Commission c/ Pologne**, CJUE, 17 avr. 2018, n° aff. C-441/17 (*Environnement*)..... **alerte 87 (juin)**

- Communauté d'agglomération du Grand Sénonais**, Cons. const., 8 juin 2018, n° 2018-711 QPC : JurisData n° 2018-009819 (*Dotations d'intercommunalité*)..... **comm. 46 (oct.)**
- Cooper**, CE, 24 nov. 2017, n° 396294 : JurisData n° 2017-023621 (*Contentieux*)..... **alerte 9 (janv.)**
- Cté d'agglomération du pays ajaccien**, CE, 9 mars 2018, n° 401386 (*Procédure*)..... **alerte 68 (mai)**
- Cté de communes du pays roussillonnais**, CE, 9 mars 2018, n° 405355 (*Procédure*)..... **alerte 69 (mai)**

D

- Dpt Calvados**, CE, 21 févr. 2018, n° 409286 : JurisData n° 2018-002330 (*Compensation financière*)..... **comm. 35 (juill.)**

E

- Établissement public du domaine national de Chambord**, CE ass., 13 avr. 2018, n° 397047 : JurisData n° 2018-005924 (*Domaine – Image des biens publics*)..... **alerte 82 (juin)**
comm. 42 (août-sept.)

F

- Fatih Tas c/ Turquie**, CEDH, 4 sept. 2018, n° 6810/09 (*Droits fondamentaux*)..... **alerte 132 (nov.)**
- Faucon Lambert**, CE, 20 févr. 2018, n° 401731 (*Fonction publique*)..... **alerte 50 (avr.)**
- Féd. des acteurs de la solidarité et a.**, CE, 11 avr. 2018, n° 417206 (*Étrangers*)..... **alerte 83 (juin)**
- Féd. des finances et affaires économiques de la CFDT**, CE ass., 18 mai 2018, n° 414583 : JurisData n° 2018-008095 (*Acte administratif – Contestation d'un acte réglementaire*)..... **alerte 91 (juill.)**
comm. 45 (oct.)
- Féd. morbihannaise de la libre-pensée et a.**, CE, 25 oct. 2017, n° 396990 : JurisData n° 2017-020987 (*Acte administratif non créateur de droit*)..... **comm. 7 (févr.)**
- Féd. nationale du personnel de l'encadrement de l'informatique, des études, du conseil et de l'ingénierie CFE-CGC (FIECI CFE-CGC) et a. c/ DIRRECTE Île-de-France**, T. confl., 2 juill. 2018, n° 4123 (*Compétence*)..... **alerte 125 (oct.)**
- Fédération nationale des associations et des syndicats sportifs (FNASS) et a. c/ France**, CEDH, 18 janv. 2018, n° 48151/11 et n° 77769/13 (*Santé publique*)..... **alerte 41 (mars)**

G

- Gueye c/ Agent judiciaire de l'État**, T. confl., 12 févr. 2018, n° 4110 (*Compétence administrative*)..... **alerte 60 (avr.)**

K

- Krumeich**, CE, 24 sept. 2018, n° 408825 : JurisData n° 2018-016436 (*Procédure administrative*)..... **alerte 130 (nov.)**

L

- Ligue des droits de l'homme**, CE, 15 nov. 2017, n° 403275 : JurisData n° 2017-023020 (*Conditions de légalité*)..... **comm. 15 (mars)**
- Ligue des droits de l'homme c/ Cne Béziers**, CE, 6 juin 2018, n° 410774 (*Police*)..... **alerte 116 (oct.)**

M

- Messer France**, CJUE, 25 juill. 2018, n° C-103/17 (*Énergie et fiscalité*)..... **comm. 51 (oct.)**
- Min. Intérieur c/ Cté communes de la vallée de l'Ubaye**, CE sect., 29 juin 2018, n° 402251 : JurisData n° 2018-011426 (*Biens de retour – Contrats*)..... **alerte 120 (oct.)**
comm. 59 (déc.)

Table alphabétique du nom des parties

Min. Intérieur c/ Région Pays-de-la-Loire , CE, 4 déc. 2017, n° 413366 : JurisData n° 2017-024882 (<i>Clause d'interprétariat</i>).....	comm. 8 (févr.)	Sté ESSO SAF c / Min. de l'Action et des Comptes publics , T. confl., 11 déc. 2017, n° 4104 (<i>Compétence judiciaire</i>).....	alerte 16 (janv.)
Morin c/ Crédit municipal de Paris , T. confl., 12 févr. 2018, n° 4108 : JurisData n° 2018-001580 (<i>Compétence judiciaire – Service public des caisses de crédit municipal</i>).....	alerte 59 (avr.) comm. 36 (juill.)	Sté FNAC Darty , Cons. const., 20 avr. 2018, n° 2018-702 QPC (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 79 (juin)
M. X. c/ Cne Marmande , Cass. 3 ^e civ., 5 juill. 2018, n° 12-27.823 (<i>Contentieux</i>).....	alerte 121 (oct.)	Sté Néonen , CE, 12 oct. 2018, n° 412104 (<i>Procédure</i>).....	alerte 145 (déc.)
O		Sté Odeolis , CE, 15 déc. 2017, n° 403776 (<i>Données à caractère personnel</i>).....	alerte 27 (févr.)
ONIAM c/ Sté Axa France Iard , T. confl., 8 oct. 2018, n° 4133 : JurisData n° 2018-017462 (<i>Compétence</i>).....	alerte 153 (déc.)	Sté Orange , CE, 6 juin 2018, n° 411053 (<i>Contrats</i>).....	alerte 117 (oct.)
Ottan c/ France , CEDH, 18 avr. 2018, n° 41841/12 (<i>Droits et libertés fondamentaux</i>).....	alerte 86 (juin)	Sté Patrice Parmentier Automobiles , CE sect., 23 mars 2018, n° 406802 (<i>Procédure</i>).....	alerte 65 (mai)
P		Sté Philippe Védiadua Publicité et Cne Saint-Thibault-des-Vignes , CE, 25 mai 2018, n° 416825 (<i>Contrats</i>).....	alerte 94 (juill.)
Piquemal , CE, 22 sept. 2017, n° 404921 : JurisData n° 2017-018705 (<i>Militaires</i>).....	comm. 3 (janv.)	Sté Roj TV c/ Danemark , CEDH, 24 mai 2018, n° 24683/14 (<i>Droits fondamentaux</i>).....	alerte 98 (juill.)
Préfet des Yvelines , CE, 25 mai 2018, n° 417350 : JurisData n° 2018-009063 (<i>Délivrance d'une autorisation d'urbanisme</i>).....	comm. 41 (août-sept.)	Sté Ryanair Designated Activity Company et Sté Airport Marketing Services Limited , CE, 15 déc. 2017, n° 408550 : JurisData n° 2017-025734 (<i>Recouvrement d'une créance contractuelle</i>).....	comm. 37 (juill.)
Président du Sénat , CE, 13 déc. 2017, n° 411788 : JurisData n° 2017-025793 (<i>Parlement – Commission indépendante chargée de contrôler les redécoupages des circonscriptions</i>).....	alerte 23 (févr.) comm. 19 (avr.)	Sté Var Auto , CE, 26 janv. 2018, n° 409618 : JurisData n° 2018-000579 (<i>Théorie de l'accessoire</i>).....	comm. 22 (avr.)
R		Sté Wagram Voyages , CAA Paris, 24 oct. 2017, n° 16PA03429 : JurisData n° 2017-028829 (<i>Marchés à bons de commande</i>).....	comm. 21 (avr.)
Rafaïa , CE sect., 22 déc. 2017, n° 408811 (<i>Étrangers</i>).....	alerte 35 (mars)	Susnjar , CE, 18 juin 2018, n° 415046 (<i>Droit pénal</i>).....	alerte 119 (oct.)
Région Provence-Alpes-Côte d'azur , CE, 21 févr. 2018, n° 404879 : JurisData n° 2018-002328 (<i>Compensation financière</i>).....	comm. 35 (juill.)	Synd. FO Magistrats et a. , CE sect., 23 mars 2018, n° 406066, 406497, 406498 et 407474 : JurisData n° 2018-004101 (<i>Inspection des juridictions judiciaires – Organisation administrative et judiciaire</i>).....	alerte 67 (mai) comm. 40 (août-sept.)
S		Synd. mixte de l'aéroport de Lannion, Côte de granit , CE, 15 déc. 2017, n° 413193 : JurisData n° 2017-025787 (<i>Concessions et délégations de service public</i>).....	comm. 13 (mars)
Safraou , CE, 3 oct. 2018, n° 414156 (<i>Procédure</i>).....	alerte 146 (déc.)	Synd. nat. éts et résidences privés pour les personnes âgées , CE, 17 nov. 2017, n° 400939 : JurisData n° 2017-023076 (<i>Procédure administrative</i>).....	alerte 8 (janv.)
SARL Super Coiffeur , CE ass., 12 oct. 2018 (<i>Rôle du juge</i>).....	alerte 142 (déc.)	Synd. secondaire Le Signal , Cons. const., 6 avr. 2018, n° 2018-698 QPC (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 78 (juin)
Schreuer , CE, 30 mai 2018, n° 400912 : JurisData n° 2018-009611 (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 92 (juill.) comm. 54 (nov.)	T	
SCI APS , CE, 22 sept. 2017, n° 400825 : JurisData n° 2017-018704 (<i>Délimitation des rivages de la mer</i>).....	comm. 9 (févr.)	Thomas , CE sect., 16 févr. 2018, n° 395371 : JurisData n° 2018-002682 (<i>Procédure administrative – Autorité de la chose jugée au pénal</i>).....	alerte 48 (avr.) comm. 32 (juin)
SCI Cora , CE, 5 févr. 2018, n° 407149 : JurisData n° 2018-001383 (<i>Délai de recours</i>).....	comm. 33 (juin)	Tietosuojavaltutettu c/ Jehovan todistajat - uskonnollinen yhdyskunta , CJUE, 10 juill. 2018, n° C-25/17 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	alerte 124 (oct.)
SNESUP-FSU , CE, 27 juin 2018, n° 419595 : JurisData n° 2018-011178 (<i>Principe de laïcité</i>).....	comm. 60 (déc.)	U	
Sté Altice Luxembourg et sté SFR Group , CE, 28 sept. 2017, n° 409770 : JurisData n° 2017-018810 (<i>Concentration d'entreprises</i>).....	comm. 12 (mars)	Union des associations diocésaines de France et a. , CE, 27 juin 2018, n° 412039 (<i>Cultes</i>).....	alerte 118 (oct.)
Sté Area Impianti , CE, 20 déc. 2017, n° 408562 : JurisData n° 2017-026066 (<i>Prix dans un marché public</i>).....	comm. 30 (juin)	Union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens et de cérébro-lésés , CE, 6 déc. 2017, n° 403944 (<i>Santé</i>).....	alerte 26 (févr.)
Sté Batimap c/ Cne Nogent-sur-Seine , T. confl., 14 mai 2018, n° 4119 (<i>Compétence</i>).....	alerte 101 (juill.)	V	
Sté Bouygues Télécom et a. , CE, 13 déc. 2017, n° 401799, 401830, 401912 (<i>Autorités administratives indépendantes</i>).....	alerte 25 (févr.)	Vauléon c/ Centre national d'enseignement à distance (CNED) , T. confl., 14 mai 2018, n° 4120 (<i>Compétence</i>).....	alerte 102 (juill.)
Sté Cora , CE, 5 févr. 2018, n° 407149 (<i>Procédure administrative</i>).....	alerte 49 (avr.)	Ville de Paris et Sté des mobiliers urbains pour la publicité et l'information , CE, 5 févr. 2018, n° 416581 : JurisData n° 2018-001385 (<i>Concession de services</i>).....	comm. 20 (avr.)
Sté Engie et Assoc. nationale des opérateurs détaillants en énergie (ANODE) , CE, 18 mai 2018, n° 413688 et 414656 : JurisData n° 2018-008258 (<i>Énergie</i>).....	comm. 39 (juill.)		

Contrats

• **Variantes et marchés publics : le point sur l'état du droit,**
par Valérie de SIGOYER, avocate à la Cour, VDS
Avocats et Cryslen TIROLIEN, avocate à la Cour..... **prat. 1 (mars)**

• **Le régime de recevabilité des réclamations de l'article 50 du CCAG Travaux est-il impacté par le décret n° 2016-1480 du 2 novembre 2016 sur la réforme du contentieux administratif ?,**
par Sophie MAERTEN-ULLMO, avocat au barreau de Paris..... **prat. 3 (mai)**

• **Quelques réflexions sur les modalités de modification des marchés publics en cours d'exécution,**
par Valérie de SIGOYER, avocate à la Cour, VDS
Avocats..... **prat. 4 (déc.)**

Fonction publique

• **Abandon de poste de l'agent en congé maladie,**
par Céline ROJANO, avocat au barreau de Paris,
cabinet Cornet Vincent Segurel..... **prat. 2 (avr.)**

2017

Septembre

- Ord. n° 2017-1385, **22 sept. 2017**, relative au renforcement de la négociation collective, JO 23 sept. 2017, texte n° 29 (*Administration*)..... **alerte 17 (févr.)**
- Ord. n° 2017-1386, **22 sept. 2017**, relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales, JO 23 sept. 2017, texte n° 31 (*Administration*)..... **alerte 17 (févr.)**
- Ord. n° 2017-1387, **22 sept. 2017**, relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail, JO 23 sept. 2017, texte n° 33 (*Administration*)..... **alerte 17 (févr.)**
- Ord. n° 2017-1388, **22 sept. 2017**, portant diverses mesures relatives au cadre de la négociation collective, JO 23 sept. 2017, texte n° 35 (*Administration*)..... **alerte 17 (févr.)**
- Ord. n° 2017-1389, **22 sept. 2017**, relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention, JO 23 sept. 2017, texte n° 37 (*Administration*)..... **alerte 17 (févr.)**

2018

Janvier

- Circ. n° 5991/SG, **12 janv. 2018**, relative à la simplification du droit et des procédures en vigueur (*Action publique*)..... **alerte 44 (mars)**
- L. n° 2018-32, **22 janv. 2018**, de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022, JO 23 janv. 2018, n° 1 (*Finances et comptabilité publiques*)..... **alerte 32 (mars)**

Mars

- L. n° 2018-202, **26 mars 2018**, relative à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024, JO 27 mars 2018, texte n° 1 (*Sport*)..... **alerte 75 (mai)**

Juin

- L. n° 2018-515, **27 juin 2018**, pour un nouveau pacte ferroviaire, JO 28 juin 2018, texte n° 1 (*Transport*)..... **alerte 112 (août-sept.)**

Octobre

- D. n° 2018-829, **1^{er} oct. 2018**, modifiant D. n° 99-778, 10 sept. 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'occupation, JO 2 oct. 2018, texte n° 1 (*Contentieux*)..... **alerte 136 (nov.)**

© LexisNexis SA 2019

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'éditeur : « Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits ».